

# ¡Vamos!

Organisons au delà  
des frontières

POUR LES PEUPLES. POUR LA PAIX. POUR LA PLANÈTE.



004 - 004 - 000 - 000  
www.bwint.org



## Sommaire

---

<b>Rapport du 5è Congrès mondial.</b> . . . . .	<b>.1</b>
<b>Introduction</b> . . . . .	<b>.1</b>
<b>Préface</b> . . . . .	<b>.2</b>
<b>Séance d'ouverture du Congrès.</b> . . . . .	<b>.3</b>
<b>Rapport d'activités de l'IBB</b> . . . . .	<b>.6</b>
<b>Présentation, discussion et adoption des amendements aux Statuts de l'IBB</b> . . . . .	<b>10</b>
<b>Plan stratégique 2023-2026</b> . . . . .	<b>12</b>
<b>Résolutions</b> . . . . .	<b>15</b>
<b>Elections.</b> . . . . .	<b>28</b>
<b>Cérémonie de remise des pins.</b> . . . . .	<b>39</b>
<b>Clôture du président</b> . . . . .	<b>40</b>
<b>Annexe: Résumé des Résolutions.</b> . . . . .	<b>41</b>

L'IBB est la fédération syndicale internationale qui regroupe des syndicats libres et démocratiques. Ses membres travaillent dans les secteurs du bâtiment, des matériaux de construction, du bois, de la sylviculture et des secteurs connexes.

L'IBB regroupe environ 361 syndicats représentant près de 12 millions de membres dans 115 pays. Le siège est basé à Genève, en Suisse et les bureaux régionaux se situent au Panama, en Malaisie et en Afrique du Sud.

La mission de l'IBB consiste à défendre et promouvoir les droits des travailleurs, dans le but d'améliorer les conditions de travail et de vie dans nos secteurs. L'IBB revendique avant tout une approche fondée sur les droits. Nous pensons que les droits syndicaux sont des droits humains qui se fondent sur l'égalité, la solidarité et la démocratie, et que les syndicats sont indispensables à la bonne gouvernance.

Les objectifs de l'IBB consiste à 1) promouvoir et défendre les droits humains et syndicaux, 2) renforcer les syndicats, 3) promouvoir un niveau d'emploi stable et élevé dans nos secteurs, et 4) influencer la politique et renforcer la capacité des institutions et des structures tripartites dans nos secteurs.

# Rapport du 5<sup>e</sup> Congrès mondial

Madrid, Espagne, 5-7 octobre 2022

## Introduction

L'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois a tenu son 5<sup>e</sup> Congrès mondial à Madrid du 5 au 7 octobre 2022, réunissant plus de 800 syndicalistes, dont 110 délégués en ligne. La participation des femmes avec un nombre record de 31%, le nombre le plus élevé jamais enregistré, et les jeunes participants ont atteint 12%. Organisé par les affiliés de l'IBB, CCOO del Habitat et FICA-UGT, il y avait une saveur espagnole dans tous les débats et les délégués ont conclu leurs déclarations par le slogan enthousiaste de notre congrès « Vamos! »



Le Congrès a passé en revue les travaux de la période écoulée, exceptionnellement prolongée d'un an en raison de la pandémie de la COVID-19, débattu et adopté un nouveau plan stratégique pour la période 2023 – 2026. Le congrès a également adopté un large éventail de résolutions importantes qui compléteront à améliorer le plan stratégique.

Les amendements aux Statuts de l'IBB ont renforcé les dispositions relatives aux femmes et aux jeunes dont la participation à la prise de décisions; leur représentation, ainsi que celle au sein du présidium de l'IBB. Elle se développe en tant qu'organisation plus diversifiée avec une participation plus conséquente des régions dans son travail.

Des sessions thématiques ont présenté les partenariats stratégiques de l'IBB avec la FIFRO, le syndicat Mondial pour les joueurs de football, sur les campagnes de méga-événements sportifs, et avec l'initiative C40 cities pour assurer une transition juste dans les politiques et les actions visant à réduire les émissions de carbone. Le congrès représente également l'occasion d'exprimer sa solidarité avec les syndicalistes qui luttent pour la démocratie et les syndicats dans des pays comme le Myanmar, Hong Kong et l'Ukraine.

Le congrès a réélu Per Olof Sjö, Président du Syndicat suédois des travailleurs de la forêt et du bois comme président de l'IBB et Ambet Yuson, secrétaire général de l'IBB, ainsi que cinq présidents adjoints: Gail Cartmail, chef exécutif des opérations, UNITE, Royaume-Uni, Dietmar Schäfers, vice-président d'IG BAU, Allemagne; Pierre Cuppens, secrétaire Général d'ACV CSC-BIE, Belgique, Saúl Méndez Rodriguez, secrétaire général, SUNTRACS, Panama, et Phyo SanDar Soe, Secrétaire général, BWWF, Myanmar qui a reçu le prix des droits pour tous en 2022 de l'IBB.

# Préface

Ce rapport donne un aperçu des trois jours du 5<sup>e</sup> Congrès mondial de l'IBB, organisé du 5 au 7 octobre 2022 à Madrid en Espagne. Nous tenons encore à remercier nos hôtes, CCOO-Habitat et FICA-UGT, et les centrales syndicales espagnoles, Comisiones Obreras et Unión General de Trabajadores, et la région paneuropéenne. Nous tenons également à exprimer notre gratitude envers tous les participants, délégués et invités, présents au Congrès et à ceux inscrits en ligne, qui ont contribué au débat. Un grand merci également au personnel mondial de l'IBB – ce que nous avons accompli est le résultat de la contribution de chacun et un effort collectif. C'était particulièrement important pour moi de vous revoir tous après les moments difficiles que nous avons traversé avec la pandémie.



C'est un honneur pour moi d'être réélu secrétaire général de l'IBB et je remercie les affiliés pour leur confiance. C'est un réel privilège de travailler avec les autres membres du Présidium, le Conseil mondial et tous les affiliés et partenaires afin de mettre en œuvre le plan stratégique 2023-2026 pour relever les multiples défis de la prochaine période intercongrès.

La voix à suivre est claire – Vamos!

**Ambet Yuson**  
Secrétaire général  
octobre 2022

# Séance d'ouverture du Congrès

## Le Chœur des Jeunes de l'IBB a ouvert le Congrès



### Le rôle vital des syndicats

Le confinement a été un choc pour nous tous, nous avons tous peur, nous avons perdu beaucoup de membres, des personnes de notre famille et de nos amis. C'était une période tragique et la pandémie a également accéléré les tendances existantes, isolant les personnes, augmentant l'utilisation des médias sociaux, et les opposants sont devenus des ennemis. Tout cela a contribué à faire croître l'extrémisme. Les syndicats ont un rôle essentiel à jouer pour réduire les fractures sociétales en promouvant l'action collective.

**Per Olof Sjöö**  
Président de l'IBB

Per-Olof Sjöö, président de l'IBB, a prononcé le discours d'ouverture. Il a remercié les syndicats hôtes, FICA-UGT et son secrétaire général, Pedro Hojas Cancho et CCOO-Habitat et son secrétaire général,

Daniel Barragán Burgui pour les préparatifs du congrès. Il a souhaité la bienvenue aux invités et à tous les affiliés participant via zoom, déclarant qu'ils faisaient autant partie du congrès que ceux physiquement présents à Madrid.

Il a mis en exergue la situation mondiale très préoccupante et le fait que les syndicats se trouvent confrontés à de grands défis. La pandémie a accru les inégalités, la discrimination et la violence à l'égard des femmes, perturbé le développement économique et attisé la haine.

Il a souligné les dangers du réchauffement climatique et averti que les mesures visant à réduire les émissions de carbone relèvent désormais de l'urgence. L'IBB continuera de se joindre à d'autres syndicats pour promouvoir des actions mondiales et veiller à ce que les intérêts des travailleurs soient pris en compte.

Depuis le dernier congrès, la démocratie et la paix se sont détériorées avec des conflits dans le monde entier.



### Contrats de construction permanents pour les travailleurs de la construction

En Espagne, des réformes ont été introduites afin de protéger les droits des travailleurs dans la construction. Il y a huit mois, le nombre de contrats permanents représentait moins de 10%. A partir de septembre 2022, on compte 76% contrats permanents. Ceci représente un énorme succès garantissant des emplois stables à des millions de travailleurs.

**Joaquín Pérez Rey**  
Secrétaire d'État à l'Emploi et à l'Économie sociale, Espagne

Lors de son discours, Joaquin Pérez Rey, secrétaire d'État espagnol à l'Emploi et à l'Economie sociale, a souhaité la bienvenue à tous les participants à Madrid en déclarant : « Sans syndicats, il n'y a pas de démocratie, pas de justice ni droits. » Il a souligné certaines réalisations importantes du dialogue social en Espagne et l'amélioration des conditions de travail dans le secteur de la construction, avec une augmentation spectaculaire du nombre de travailleurs permanents par rapport aux travailleurs contractuels. La transition environnementale et numérique est en cours – sans alternative - mais elle doit être gérée en englobant la voix des travailleurs aux niveaux national et international.

Johan Lindholm, vice-président de la région paneuropéenne de l'IBB a également souhaité la bienvenue aux participants de la région venant au congrès. « En Europe, la guerre en Ukraine a bouleversé des vies et les gens se battent désormais pour survivre contre la barbarie de Poutine. En conséquence, la devise du Congrès – pour la paix, pour les gens, pour la planète est cruciale. »



Daniel Barragán Burgui, secrétaire général de CCOO-Habitat, Espagne, a souhaité la bienvenue aux participants et a noté que tous les secrétaires régionaux de CCOO-Habitat étaient également présents.

« Je salue l'engagement de l'IBB dans la lutte pour l'égalité sur le lieu de travail et dans les syndicats et l'importance des plans d'égalité en tant qu'outil pour faire de nouveaux progrès. » La crise économique mondiale a eu un impact sur les travailleurs. En Espagne, les syndicats affirment que ce n'est pas aux travailleurs de subir les coûts de l'inflation. « Le Congrès doit relever de nombreux défis. J'espère qu'en quittant le congrès vous aurez le sentiment d'être encore plus unis, plus égaux et plus forts ! »

Pedro L. Hojas Cancho, secrétaire général, FI-CA-UGT, Espagne « Le Congrès se déroule à un moment critique. Les syndicats doivent jouer un rôle important pour plaider en faveur de politiques centrées sur les personnes pendant la reprise et la transformation post-pandémiques. Le Congrès

permettra de trouver des solutions par l'engagement et la responsabilité et en travaillant avec les entreprises pour assurer un avenir durable. «



Gilbert F. Hougbo, le nouveau Directeur général de l'Organisation internationale du Travail (OIT), a prononcé un discours en ligne, reconnaissant l'incroyable travail de plaidoyer de l'IBB et en évoquant quatre axes essentiels pour l'IBB. « Je proposerai au Conseil d'administration que l'OIT adopte un plan d'action et une feuille de route sur la SST. » Le deuxième axe concernait l'engagement de l'OIT auprès des entreprises multinationales (EMN) et des chaînes d'approvisionnement.



### L'IBB a apporté une contribution massive

La Conférence internationale du Travail a abouti à ce que la santé et de la sécurité au travail devienne un droit fondamental au travail. Cela a été possible grâce à un travail conséquent effectué par le mouvement syndical mondial. L'année dernière, l'IBB a pris les devants en lançant une alliance mondiale pour une campagne sur un lieu de travail sain et sûr et en appelant les Etats Membres de l'OIT à reconnaître la SST comme un droit fondamental. Les affiliés ont énormément contribué à cette réalisation.

#### Gilbert F. Hougbo

Directeur general de l'Organisation internationale du Travail

L'OIT envisage d'intensifier sa promotion de la déclaration tripartite sur les entreprises multinationales et la conduite responsable des entreprises tout au long de la chaîne d'approvisionnement. Troisièmement, le directeur général a affirmé que l'OIT était déterminée à renforcer les migrations de main-d'œuvre fondées sur les droits, la réponse sur les questions liées au genre et une migration décente. En conséquence, il continuera à encourager les dialogues interrégionaux tripartites et à développer des partenariats pour renforcer les pactes mondiaux sur les migrations et les réfugiés.



Le quatrième axe concerne les changements climatiques avec la réalisation d'une transition juste vers des économies et des sociétés écologiques

ment viables qui représente un élément clef du programme de travail pour les années à venir.

Le directeur général a également expliqué sa proposition de créer une coalition mondiale pour la justice sociale en 2023, une coalition multipartite chargée de plaider en faveur de la justice sociale dans l'élaboration des politiques, la coopération pour le développement et les accords de commerce et d'investissement. Enfin, il s'est engagé à travailler en étroite collaboration avec l'IBB et a souhaité que le congrès soit couronné de succès.

Un guitariste espagnol a diverté les participants avec un interlude musical.

### Nécrologie

Une vidéo a été projetée, suivie d'une minute de silence en mémoire des syndicalistes et de leur famille, des travailleurs et des membres de l'IBB décédés pendant la pandémie de COVID-19, ainsi que dans les conflits, sur le lieu de travail et dans la construction de méga-infrastructures sportives.

### Signe de paix

Tous les participants au Congrès ont formé le signe de paix à l'extérieur de la salle de conférence du congrès en solidarité avec l'Ukraine.



# Rapport d'activités de l'IBB

Ambet Yuson, **secrétaire général de l'IBB** a présenté le rapport d'activités de l'IBB. « Malgré la pandémie et les nombreux défis, il est également important de célébrer les victoires. » Ayant remporté le premier tour des élections présidentielles au Brésil, Lula devrait remporter le second. Il a évoqué la marée rose en Amérique latine, les campagnes syndicales aux États-Unis et a reconnu les affiliés nord-américains au congrès. Il a également rendu hommage aux courageux syndicalistes d'Ukraine et du Myanmar. Yuson a remercié la région Afrique et MENA d'avoir accueilli l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois lors du dernier Congrès. Il a salué la direction de la FETBB, notant que la coopération entre l'IBB et la FETBB se renforçait.

Il s'est réjoui des 31% déléguées **femmes**, en les félicitant également pour les nombreuses campagnes et mobilisations, sur la valorisation du travail des femmes, les femmes dans nos métiers et sur la ratification de la convention 190 sur la violence et le harcèlement sur les lieux de travail. Il s'est également réjoui que **la SST** fasse partie des droits de l'homme reconnus fondamentaux par l'OIT. Le Recueil de directives pratiques de l'OIT sur la santé et la sécurité dans la construction représente une autre victoire. Cependant, le nombre d'accidents du travail reste très élevé. L'IBB a récemment signé un accord avec la *Société de Grand Paris* qui permettra aux syndicats français d'effectuer des inspections en matière de santé et de sécurité.

La campagne Carton rouge pour la FIFA a amélioré la vie des travailleurs migrants au **Qatar**. Il a remercié tous les affiliés qui ont contribué à la campagne et ceux qui ont envoyé leurs inspecteurs et experts en SST. Cependant, il a noté que les réformes du travail au Qatar n'avaient de sens que si elles faisaient une différence au fil du temps - d'où l'importance des négociations avec le gouvernement qatari et la FIFA pour reconnaître un centre pour les travailleurs migrants. Il a souligné la contribution de Jin Sook Lee à la lutte des travailleurs migrants en particulier au Qatar. Les campagnes se poursuivent à Paris et ailleurs. Il y a une nouvelle campagne « Pas de Jeux asiatiques d'hiver en Arabie saoudite en 2029 sans droits des travailleurs ». La présente candidature conjointe de l'Espagne, du Portugal et de l'Ukraine pour la Coupe du monde en 2030 doit être soutenue par le congrès puisque ce sont les travailleurs de la construction qui reconstruiront les stades et le pays.

Il a déclaré que la pandémie était une crise sanitaire et aussi une crise socio-économique. Les **multinationales** ont profité de la pandémie pour licencier des travailleurs, se restructurer et se débarrasser



des syndicats. L'IBB doit renforcer ses réseaux sur les multinationales et renégocier de nombreux accords-cadres internationaux (ACI). Le capital des travailleurs représente une autre stratégie à laquelle l'IBB doit s'atteler davantage.

L'IBB a fait œuvre de pionnier avec la **Banque mondiale et la Corporation financière internationale** (IFC) pour garantir les droits des travailleurs dans les politiques de prêt. Les politiques d'approvisionnement du gouvernement donnent également aux syndicats le pouvoir d'influencer la conduite des entreprises. Il a félicité le PFBWW au Pakistan pour son recours aux normes environnementales et sociales de la Banque mondiale et de la SFI au projet hydroélectrique Karot.

De nombreux bouleversements ont eu lieu – à Hong Kong, au Myanmar, en Biélorussie - et les syndicalistes se sont engagés pour lutter contre les dictatures et en Ukraine ils luttent contre l'invasion russe. La lutte pour la démocratie et pour les syndicats représente un seul et même combat.

L'IBB doit intensifier ses efforts sur **le changement climatique** et promouvoir une construction propre pour une transition juste vers une construction à faibles émissions. L'initiative IBB-C40 renforcera la coopération entre les gouvernements municipaux, l'industrie et les syndicats et favorisera la sécurité de l'emploi et l'amélioration des compétences, y compris pour les femmes et les jeunes travailleurs. Il est nécessaire d'améliorer la gestion des forêts et de disposer de travailleurs qualifiés pour protéger les forêts et les populations. Fatimah Mohammad et Mark Osanti sont des membres élus du PEFC et du FSC et représentent les voix de l'IBB dans le

processus de certification. Les travailleurs ont droit à la protection sociale, à des possibilités de recyclage et à des alternatives d'emploi. Le plaidoyer de l'IBB sur l'écologisation de la planète représente l'avenir du travail. En conclusion, il a exprimé l'espoir que le congrès puisse renouveler le sens de la solidarité, du collectivisme et de l'amitié - pour la paix, les peuples et pour la planète.

## Discussion et adoption du rapport d'activités du Secrétaire général de l'IBB

Au cours de la discussion qui a suivi, les délégués ont félicité le travail de l'IBB avec sa forte participation de 31% de femmes au Congrès et des jeunes. Les délégués ont évoqué l'importance fondamentale de la solidarité syndicale. Un délégué de l'Amérique du Nord a tenu à souligner que tous les travailleurs sont engagés dans la même lutte pour le respect et la dignité. Dans le contexte du Canada et des États-Unis, avec les nouveaux investissements du président Biden dans les infrastructures, de nombreuses multinationales proviendront de l'étranger. Les ACI permettront de négocier avec les multinationales et la solidarité transnationale représentera un levier important. Un délégué de l'Inde a également exprimé l'importance de la solidarité transnationale pour les travailleurs migrants bloqués pendant la pandémie et la nécessité de lutter contre les réformes régressives du travail. Un autre délégué a souligné l'importance d'une autre forme de solidarité, telle que celle du règlement des cotisations à temps en donnant l'exemple de son petit syndicat, qui inclut une main-d'œuvre majoritairement féminine.

**Les délégués ont félicité le travail de l'IBB avec sa forte participation de 31% de femmes au Congrès et des jeunes.**

**Les délégués ont évoqué l'importance fondamentale de la solidarité syndicale**

Les délégués ont discuté de la **campagne de l'IBB au Qatar**. Les représentants des travailleurs philippins du bâtiment au Qatar ont expliqué qu'ils bénéficiaient désormais tous du salaire minimum et qu'il avait été possible de créer différentes associations communautaires. Ils souhaitent que le soutien de l'IBB se poursuive après la fin de la Coupe du monde.

Un délégué du Syndicat des électriciens au Danemark a partagé des informations sur le syndicat

mondial de l'énergie qui regroupe des membres des syndicats d'électriciens affiliés à la fois à l'IBB et à IndustriALL. Il s'agit d'un réseau de syndicats qui se réunit chaque année. Il a noté qu'alors que la crise climatique appelle à de nouvelles solutions vertes, les syndicats doivent être de plus en plus connectés pour lutter pour une transition juste.

## Une vraie différence au Qatar

Nous avons fait une réelle différence dans la vie des travailleurs migrants au Qatar. Nous avons signé des accords avec le Comité suprême du Qatar et trois multinationales. Nous avons organisé 59 inspections conjointes sur les chantiers des stades et au sein des logements des migrants. Il y a eu des élections au sein des comités de travailleurs, nous avons fourni une assistance juridique aux travailleurs exigeant le paiement des salaires et nous avons soutenu l'organisation du forum des dirigeants communautaires. Il y a de nouvelles lois du travail qui ont introduit un salaire minimum et l'abolition du système kefala. Nous avons amélioré les conditions de travail et de vie de plus de 100 000 travailleurs de la construction dans le pays. Je tiens à remercier tous les affiliés qui ont contribué à la campagne et à ceux qui ont envoyé leurs inspecteurs et experts de sécurité : Allemagne, Belgique, Autriche, Islande, Suède, Finlande, Norvège, France, Italie, Chypre, Pays-Bas, Royaume-Uni, Suisse, Inde, Népal, Philippines, Australie, Turquie, Afrique du Sud et Ghana. Je tiens en particulier à saluer le travail de Jin Sook Lee qui a consacré son travail à la lutte des travailleurs migrants, en particulier dans notre campagne au Qatar. Merci, Jin Sook!

**Ambet Yuson**

Secrétaire général de l'IBB

Ambet Yuson a répondu aux contributions : « L'IBB a vraiment fait des progrès concernant les femmes, car l'égalité entre les sexes est bel et bien intégrée dans tous les aspects du plan stratégique et ce n'est pas seulement une question de nombre au congrès ou de fonctionnement des comités de femmes. » Il a exprimé son soutien au syndicat mondial de l'électricité et l'IBB encourage les syndicats à devenir membres, en particulier dans les pays où les syndicats d'électriciens restent relativement petits. Il a réitéré la détermination de l'IBB à continuer de soutenir la cause des travailleurs migrants au Qatar. Il a noté qu'il restait encore 45 jours avant le début de la Coupe du monde et que l'IBB devait se battre pour le Centre des travailleurs migrants en tant que semence du futur mouvement syndical au Qatar. L'IBB ne s'en ira pas !

## Auditeurs

Steinar Krogstad, président, a présenté le rapport du Comité des commissaires aux comptes (CA) pour la dernière fois puisque désormais il aura un nouveau rôle au sein de la Confédération des syndicats norvégiens. Il a expliqué que les commissaires aux comptes externes avaient informé le Comité d'audit qu'ils ne relevaient aucune faiblesse ou risque dans



### L'IBB est une organisation transparente

La commission des commissaires aux comptes a effectué des audits à Genève et dans les bureaux régionaux et a eu accès à tous les documents pertinents. Tout le travail administratif a été jugé en ordre et les dossiers sont tenus de façon exemplaire. L'IBB est une organisation transparente et reflète une excellente crédibilité.

#### Steinar Krogstad

Président, Comité des auditeurs

### La Commission de vérification des mandats a établi les droits de vote tels qu'ils sont énoncés aux articles 5, 8 et 9 des Statuts :

Nombre total de votants :	229 votants représentant 1 666 voix
Majorité simple	834 voix
Majorité de 2/3	1 111 voix
Affiliés enregistrés	236 (65% de tous les affiliés)
Nombre de pays	98 (85% de tous les pays)
Total de délégués enregistrés	700 au Congrès et 110 délégués inscrits en ligne
Représentation des femmes	31% (chiffre le plus élevé jamais enregistré!)
Représentation des jeunes:	12%

la situation financière. « Il est nécessaire de renforcer l'engagement envers le plan stratégique en donnant la priorité aux projets pour les syndicats qui bénéficient de conventions collectives couvrant de grandes parties du secteur dans le pays. »

Il a conclu en déclarant que le Comité considère que les comptes de la période intercongrès fournissent une représentation correcte de la situation financière de l'IBB et a recommandé au congrès l'adoption des états financiers pour les années 2017-2021.

## Commission de vérification des mandats

La Commission de vérification des mandats a examiné si les délégations s'étaient acquittées de leurs obligations statutaires et de leurs cotisations, y compris celles de 2022. Uniquement les syndicats à jour dans le paiement des cotisations ont le droit d'assister, de parler, de voter conformément au Règlement intérieur adopté par le congrès. La commission a également examiné la composition des délégations en ligne et sur place, et le rapport a stipulé la représentation des femmes et des jeunes.

### Session thématique : Sports et travail – Bâtir un héritage pour le travail décent autour des événements méga-sportifs

Dietmar Schäfers, président adjoint de l'IBB et vice-président de l'IGBAU, a accueilli Jonas Baer-Hoffman, secrétaire général de la FIFPRO, le syndicat mondial des joueurs de football professionnels. « L'IBB et la FIFPRO ont collaboré pour la Coupe du monde au Qatar et ont conclu un accord de coopération. »

Jonas Baer-Hoffmann a répondu à une série de questions concernant l'objectif de la FIFPRO, l'accord de coopération avec l'IBB et le rôle des organisations de défense des droits de l'homme dans les mega événements sportifs. « La FIFPRO occupe une position tout à fait unique en ce sens qu'elle représente une organisation sportive tout en étant aussi une organisation syndicale et de défense des



### Prendre une longueur d'avance lors de l'appel d'offres

Si les organisations sportives le souhaitent, elles pourraient intégrer les questions relatives aux droits de l'homme et aux droits des travailleurs dans les critères de participation à la candidature plutôt que de s'atteler à une simple liste après l'attribution du tournoi. Le processus d'appel d'offres reste plus difficile à organiser car il est moins émotif – il n'y a pas les visages et les histoires que vous pouvez raconter – mais nous devons prendre une longueur d'avance et adopter cette approche.

**Jonas Baer-Hoffmann**  
Secrétaire général, FIFPRO

droits de l'homme. Notre accord de coopération consiste en une plate-forme puissante qui met en exergue les conditions au Qatar et travaille pour le changement social. » Il a également déclaré qu'il est nécessaire de faire pression sur les institutions sportives afin qu'elles placent les droits de l'homme et l'empreinte environnementale au premier plan du processus d'attribution en examinant le cadre structurel, le processus d'appel d'offres et les recours juridiques. À court terme, il est important de maintenir la pression sur les autorités qataries et de soutenir la demande d'un centre pour les travailleurs migrants. Il a exprimé la conviction que les joueurs de football masculins et féminins souhaiteraient continuer à s'engager au Qatar et jouer au football avec les travailleurs migrants là-bas!

Une vidéo visant à présenter la campagne de l'IBB sur le travail décent dans les grands événements sportifs en Russie et au Qatar a été projetée.

### Prix des Jeux Décents en honneur à Jin Sook Lee

Dietmar Schäfers a introduit les prix des Jeux équitables pour les personnes et les organisations qui ont mené avec succès des campagnes ou des ac-



**Les prix ont été décernés au forum des leaders communautaires au Qatar et à GBH Autriche, pour son travail de construction d'une école et d'un jardin d'enfants pour les enfants de travailleurs migrants dans le nord du Népal.**



tivités pour lutter pour une vie digne. Le prix a été remis en l'honneur de la collègue de l'IBB, Jin Sook Lee, décédée plus tôt dans l'année et qui avait consacré toute sa vie à des causes syndicales. Les finalistes ont été sélectionnés par un jury interrégional de l'IBB, assisté du président de l'IBB.

Saul Aliguma a accepté le prix au nom du forum des dirigeants communautaires. « J'ai apprécié le rôle de l'IBB qui a guidé tout du long et fourni des outils de recrutement afin que les sans-voix obtiennent une voix et j'ai déclaré qu'avec le soutien de l'IBB, il serait possible de continuer à améliorer la vie des travailleurs migrants au Qatar. »

Josef Muchitsch, GBH, Autriche a accepté le prix au nom de tous les syndicats qui font preuve de solidarité avec ceux qui sont dans le besoin. « GBH avait réussi à convenir d'améliorations avec les multinationales autrichiennes pour les travailleurs de la construction au Qatar. Son syndicat avait décidé de construire un jardin d'enfants et une école pour les enfants de travailleurs migrants en signe de solidarité et il est prévu de construire bientôt une école plus grande. »

# Présentation, discussion et adoption des amendements aux Statuts de l'IBB

Marta Pujadas a présenté les neuf propositions d'amendements aux Statuts de l'IBB. Elle a passé en revue l'impact de ces amendements, soulignant que les amendements 2, 3, 7, s'ils étaient adoptés, auraient un impact immédiat, alors que les amendements 5, 6, 8 seraient mis en œuvre après la clôture du congrès. L'amendement 4 sur la prolongation de la période intercongrès entrerait en vigueur après le prochain congrès en 2026.

Après la présentation de chaque amendement, Per Olof Sjö a demandé un vote par carte et l'amendement a été dûment adopté.

**Amendement n° 1: Assurer la représentation d'un tiers des femmes dans les organes statutaires de l'IBB (article 9.7) et Amendement n° 2: Assurer la représentation d'un tiers des femmes dans les organes statutaires de l'IBB (Article 11.2)**

Rita Schiavi (Présidente du Comité international des femmes) a mis en exergue qu'à ce Congrès, 31% des déléguées sont des femmes, et que par conséquent l'objectif était réaliste. « Il est maintenant proposé que la règle d'un tiers devienne contraignante à la fois pour les délégations au congrès et au conseil mondial. » Une plus grande représentation des femmes dans les différents organes se traduira par une plus grande diversité pour l'ensemble de l'IBB et contribuera positivement pour l'organisation dans son ensemble.

**L'amendement a été appuyé par les orateurs du Népal, de l'Australie, de la Tunisie, du Myanmar et de la Suède, au nom du Groupe nordique.** Les orateurs ont déclaré que l'amendement permettrait aux femmes de se faire entendre à la table où les décisions étaient prises. En tant qu'organisation démocratique, il est important de permettre aux femmes de participer à tous les organes décisionnels. L'amendement incite également les femmes à travailler dans les industries de l'IBB lorsque les syndicats sont forts et encouragent leur participation. **Le Groupe nordique a appuyé l'amendement pour aller de l'avant.** Le Groupe nordique a également proposé que le conseil mondial soit chargé de moderniser les Statuts afin de former une IBB plus forte et présenter une proposition pour le Congrès en 2026.

Suite à l'adoption de cet amendement, Per Olof Sjö a déclaré que la proposition de procéder à une révision générale des Statuts sera transmise pour discussion au conseil mondial.



## Un tiers de la représentation obligatoire des femmes représente un message fort

Il existe encore un écart important en termes de participation des femmes à la prise de décision au sein du syndicat aux niveaux local, national et mondial. L'inclusion obligatoire d'un tiers de femmes dans la structure de gouvernance de l'IBB enverra un message fort aux affiliés afin qu'ils obtiennent également un tiers de femmes dans leurs structures, leurs activités et leurs congrès respectifs.

**Smitree Tamang Lama**  
CUPPEC, Népal

## Amendement n° 3 : Amendement statutaire concernant le Présidium (article 12.1 et 12.2 et amendement connexe à l'article 9.3)

Dave Noonan, CFMEU, Australie, propose l'amendement en soulignant qu'il comporte deux parties. Pendant la pandémie, le Présidium s'est réuni fréquemment pour faire face à l'urgence et le secrétaire général a tendu la main pour impliquer les présidents adjoints. Le Présidium pourrait jouer un rôle d'orientation politique sur les grandes campagnes, les négociations et les activités, et se voir confier d'autres tâches par le comité mondial entre les réunions. Il est également proposé d'augmenter le nombre de présidents adjoints de trois à cinq afin d'assurer la représentation des pays du Sud et une meilleure représentation entre les sexes avec pour intention de rendre l'organisation plus efficace et d'apporter un soutien au président et au secrétaire général. L'amendement a été soutenu par une déléguée d'Égypte pour les raisons évoquées.

#### **Amendement n° 4 : Amendement statutaire concernant la durée de la période du congrès et le vote électronique (articles 9.2 et 9.9)**

Fatimah Mohammad, UFES, Malaisie a proposé l'amendement, expliquant que, compte tenu des contraintes causées par la pandémie, il convient de prolonger la période du congrès de 4 ans à 5 ans pour prendre effet non pas en 2026 mais pour le congrès suivant. Un représentant de Namibie a appuyé l'amendement, soulignant qu'il permettrait d'avoir davantage de temps pour mettre en œuvre le plan stratégique. La deuxième partie de cet amendement renforcerait le fonctionnement efficace du congrès grâce aux procédures de vote électronique.

#### **Amendement n° 5 : Amendement statutaire concernant le statut de membre associé (article 4.5)**

Saúl Méndez, SUNTRACS, Panama : « Cela reflète la réalité de certains syndicats qui partagent les valeurs de l'IBB mais ne peuvent pas s'affilier pour différentes raisons. L'OIT reconnaît les organisations sans statut juridique et cette nouvelle catégorie d'adhésion permettrait à l'IBB de soutenir les syndicats afin qu'ils puissent surmonter une situation d'adversité. » Le comité mondial examinerait chaque demande selon ses mérites.



#### **Amendement n° 6: Amendements aux statuts de l'IBB complétant les structures des jeunes dans les structures régionales de l'IBB (articles 15 et 19)**

Eliéser Córdoba, SUNTRACS, Panama a proposé l'amendement en soulignant qu'il y avait eu de nombreuses réunions virtuelles des structures jeunes pendant la pandémie pour mener des campagnes et que cela avait été une façon très utile de travailler. La proposition consiste à soutenir les réunions annuelles du Comité international des jeunes, en alternant les réunions physiques une année et le recours aux plateformes virtuelles. Un délégué du Zimbabwe a soutenu l'amendement : « La parti-

icipation active des jeunes peut être déterminante afin de conduire le mouvement syndical vers de nouveaux sommets. Il est important de créer des structures jeunes au niveau régional où les jeunes activistes peuvent décider, tout comme il existe des structures femmes qui organisent les travailleuses. »

#### **Amendement No 7 : Liste des membres du conseil mondial par groupe de pays (Annexe 1 des Statuts)**

Dietmar Schäfers, président adjoint, a proposé l'amendement, soulignant que la proposition a été discutée au conseil mondial sur proposition du Présidium. Il s'est référé à la composition du conseil mondial. Étant donné que le nombre de membres diminue dans certains pays, il est proposé d'abaisser les seuils, ce qui pourrait également avoir un résultat positif car cela pourrait inciter certains groupes de pays à augmenter leur nombre de membres. Un représentant du Brésil a appuyé l'amendement après avoir mis en exergue les difficultés de certains affiliés dans des pays à monnaie faible. Si les seuils étaient abaissés, il serait possible pour des pays comme le Brésil de maintenir leur nombre de membres.

#### **Amendement No 8 Annex 2: Liste des secteurs connexes des statuts (Annexe 2 des statuts)**

Adalberto Galvão, SINTEPAV-BA (Brésil) a proposé d'amender l'annexe 2. Il semble nécessaire d'élargir le champ de représentation des secteurs de l'IBB. La liste modifiée inclurait de nouveaux secteurs et métiers et refléterait mieux la réalité sur le terrain.



#### **Amendement 9: Composition des groupes de pays au Conseil mondial (Annexe 1 des Statuts)**

Richenel Ilario SEBI, Curaçao a proposé l'amendement pour changer les groupes de pays. La République dominicaine fait partie du groupe 28, mais elle fait partie des Caraïbes, comme Haïti et Cuba. Des discussions sont en cours sur la nécessité d'avoir les îles des Caraïbes dans un seul groupe - le groupe 29. Cela s'avère important pour le groupe, la famille serait réunie.

# Plan stratégique 2023-2026



## Les syndicats en tant qu'acteurs sociaux mondiaux pour la justice climatique

La COVID-19 a souligné que les multiples défis mondiaux ne peuvent être séparés. Les syndicats doivent briser les barrières de genre, d'âge, de statut, de race et de nationalité pour accroître la protection syndicale et devenir des organisations durables. Ils doivent innover et élargir leur rôle dans la société afin de devenir des acteurs sociaux mondiaux pour la justice climatique et promouvoir des actions et des politiques sociales fondées sur la science.

### Justina Jonas

Coprésidente du Groupe de travail ad hoc sur le Plan stratégique

Johan Lindholm et Justina Jonas, en tant que coprésidents du groupe de travail ad hoc, ont présenté le Plan stratégique 2023-2026.

« Le projet de Plan stratégique 2023-2026 représente un produit collectif et participatif qui fournit un cadre pour les tâches des affiliés et la fédération mondiale. Cinq domaines stratégiques ont été identifiés parmi les sept précédents avec la primauté donnée à la lutte pour la justice climatique.

Le Comité international des femmes et le Comité international des jeunes ont apporté leur contribution, de même que le Groupe de travail spécial sur l'avenir du travail. Le plan reflète également la vision, la mission et les objectifs de l'IBB, tels qu'adoptés par le 4e Congrès mondial de 2017 à Durban.

Johan Lindholm, Byggnads, Suède : « Il y a des thèmes prioritaires identifiés, il y a eu dix actions de premier plan pour la prochaine période inter-

congrès. Des plans d'action mondiaux, régionaux et de réseaux seront mis en place après le Congrès.



La lutte pour la **justice climatique** est la première priorité pour la prochaine période intercongrès et l'IBB prévoit de se transformer en un acteur mondial pour le travail climatique dans ses secteurs.

Appelant à une transition climatique juste, l'IBB peut utiliser son expertise institutionnelle pour accroître les connaissances et formuler des recommandations politiques visant à renforcer les changements techniques sur le lieu de travail et dans les industries dans leur ensemble par le biais de négociations, de lobbying et de conseils aux affiliés. Il est nécessaire de mettre en place des programmes d'éducation plus systématiques sur les questions climatiques et les préoccupations climatiques devraient également être incluses dans les ACI.



La deuxième convergence - **Construire des syndicats inclusifs** - représente une tâche fondamentale fondée sur la conviction que personne ne devrait être laissé pour compte. Il faut s'organiser au-delà des frontières par le biais de l'académie d'organisation mondiale (GOA) et renforcer la négociation collective dans les secteurs clés. Il est prévu d'élargir les travaux sur les femmes dans nos métiers, le recrutement et leur intégration à tous les niveaux et d'investir dans des politiques et des actions concernant les droits LGBTQI. La campagne « Préparez-vous pour l'avenir » encouragera davantage de jeunes travailleurs à participer aux syndicats et à devenir dirigeants. L'accent sera mis sur la protection des travailleurs informels et sur l'adoption de mesures visant à soutenir un cadre mondial et un réseau pour les travailleurs migrants.

La troisième convergence - **Garantir des travailleurs sûrs et en bonne santé** - propose une campagne pour la ratification des articles C. 155 et 187 de l'OIT qui s'avèrent être désormais des principes fondamentaux pour les droits au travail. Il faudra combiner la campagne à la formation des brigades SST, à la mise en oeuvre et à la production de rapports. Les campagnes mondiales pour interdire l'amiante et limiter le poids de 25 kilos pour les sacs de ciment se poursuivront. La santé mentale doit être intégrée à la stratégie pour un meilleur environnement de travail. Le plan prévoit également



La troisième convergence - **Garantir des travailleurs sûrs et en bonne santé** - propose une campagne pour la ratification des articles C. 155 et 187 de l'OIT qui s'avèrent être désormais des principes fondamentaux pour les droits au travail. Il faudra combiner la campagne à la formation des brigades SST, à la mise en oeuvre et à la production de rapports. Les campagnes mondiales pour interdire l'amiante et limiter le poids de 25 kilos pour les sacs de ciment se poursuivront. La santé mentale doit être intégrée à la stratégie pour un meilleur environnement de travail. Le plan prévoit également

La troisième convergence - **Garantir des travailleurs sûrs et en bonne santé** - propose une campagne pour la ratification des articles C. 155 et 187 de l'OIT qui s'avèrent être désormais des principes fondamentaux pour les droits au travail. Il faudra combiner la campagne à la formation des brigades SST, à la mise en oeuvre et à la production de rapports. Les campagnes mondiales pour interdire l'amiante et limiter le poids de 25 kilos pour les sacs de ciment se poursuivront. La santé mentale doit être intégrée à la stratégie pour un meilleur environnement de travail. Le plan prévoit également

des systèmes de certification fondés sur les droits et un mécanisme d'inspection mondiale pour les projets d'infrastructure à grande échelle et les méga-événements sportifs avec la participation des syndicats. L'IBB s'engage également à soutenir le plaidoyer des affiliés sur la protection des travailleurs en cas de catastrophes naturelles.



La quatrième convergence: **Mon-dialiser les droits des travailleurs** - cherche à remédier au déficit des droits des travailleurs dans le monde. Il est crucial de poursuivre ensemble les campagnes pour la ratification universelle des conventions fondamentales de l'OIT avec la convention 190 sur la violence et le harcèlement sur le lieu de travail et la campagne « Stop à la culture machiste ». Le plan prévoit de signer de nouveaux ACI avec les multinationales et leurs chaînes d'approvisionnement ainsi que d'en renégocier certains afin d'établir une nouvelle norme. Le recrutement dans les multinationales chinoises et l'initiative chinoise « Ceinture et Route » représentent un domaine clé, tout comme le travail mené par l'IBB avec les institutions financières internationales (IFI) et les systèmes mondiaux de certification forestière. Il faudra renforcer la stratégie sur le travail des enfants en considérant une couverture géographique plus large. La méga-campagne sportive visera à assurer un héritage fondé sur les droits au Qatar et à se concentrer sur les prochains événements olympiques et de la Coupe du monde.



La cinquième convergence – **un avenir du travail équitable** - relève le défi pour les syndicats de se préparer aux changements technologiques et numériques. Le plan prévoit la mise en place d'un futur observatoire qui permettra d'organiser de manière stratégique, d'échanger des connaissances, ainsi que de formuler une charte mondiale sur la numérisation, l'automatisation et l'intelligence artificielle. Cette convergence inclura une perspective "genre" pour faire en sorte que les hommes et



les femmes aient le même droit à la formation et à l'emploi. L'IBB plaidera en faveur d'une protection sociale, en particulier des systèmes de retraite, afin d'atténuer l'impact des chocs économiques. Les syndicats doivent s'impliquer dans le processus de changement numérique et technologique afin de s'assurer du respect des droits des travailleurs et du soutien à l'éducation et à la reconversion. L'accord IBB-C40 favorisera la construction propre et comprendra des objectifs d'égalité.

## Discussion et adoption du plan stratégique

Au cours de la discussion qui a suivi, les délégués ont exprimé leur soutien au projet de plan stratégique, soulignant qu'il reflétait fidèlement les discussions tenues au niveau régional, y compris en région Amérique et Caraïbes; et que le plan représente un **outil innovant pour défendre les droits des travailleurs**. Un délégué nord-américain a expliqué que son syndicat trouve la planification stratégique très utile puisqu'il met en exergue sur les produits livrables et établit un budget. Ce processus fournit une feuille de route qui peut être ajustée si nécessaire et qui aide à « planifier le travail et travailler le plan ».

Les délégués ont souligné certains des **domaines prioritaires** référencés dans le Plan stratégique et mis en œuvre par leurs syndicats. **La SST a été mise en avant comme préoccupation prioritaire d'un certain nombre d'orateurs**, évoquant les taux élevés d'accidents et de maladies professionnelles dans la construction et dans le secteur de la pierre. Ils ont acquiescé aux stratégies clés de suivi, d'application de la législation et de dialogue social avec le gouvernement et les IFI tout comme à l'investissement dans la formation professionnelle, en particulier en Ukraine, le pays ayant besoin d'un programme de reconstruction massif après la guerre.

En raison de la COVID-19, les délégués ont noté que la sécurité sociale est devenue une question critique. Un délégué d'Israël a décrit les programmes d'assistance que son syndicat a fourni aux travailleurs israéliens, palestiniens et migrants pendant la pandémie. En Inde, les affiliés ont mené une campagne pour modifier la Constitution indienne afin d'y inclure la SST et la sécurité sociale en tant que droits fondamentaux et ont sollicité le soutien de l'OIT et de l'IBB pour y parvenir.

En ce qui concerne **l'organisation des multinationales**, y compris les EMN chinoises, où existent de nombreuses violations des droits des travailleurs, un délégué danois s'est dit préoccupé par la stratégie au Qatar. Il s'avère important de ne pas abandonner les travailleurs migrants au Qatar ou ailleurs, mais il a recommandé que seuls les joueurs aillent au Qatar et que les autres restent chez eux.



### La lutte contre l'invasion et la lutte pour les droits des travailleurs

Nous avons mené des actions de solidarité pour protéger la législation du travail en Ukraine et au Kirghizistan et sommes reconnaissants du soutien de la famille de l'IBB. Nous avons résolu avec succès les litiges avec les multinationales du secteur du ciment, créé un nouveau secteur des grutiers à tour et de nouveaux secteurs organisés nous apporteront plus de force. Nous envoyons les salutations des 50 000 travailleurs de la construction organisés dans 300 entreprises. Nous nous trouvons dans les circonstances inattendues de la guerre. Je tiens à vous remercier pour vos dons et votre solidarité continue pendant ce long hiver.

**Vasyl Andreyev**  
Président PROFUD, Ukraine

Les délégués accueillent favorablement l'**accent qui est mis par le plan stratégique** sur les syndicats inclusifs et a exprimé son soutien à l'inclusion d'un large éventail de questions sociales, notamment l'égalité entre les sexes, les jeunes, les travailleurs migrants et les travailleurs LGBTQI. Beaucoup ont souligné l'importance d'organiser les travailleurs contractuels et informels dans des pays comme l'Inde, l'Ukraine et la Jamaïque. Au Tamil Nadu, les travailleurs contractuels des entreprises publiques sont victimes de discrimination et, bien que le syndicat ait obtenu une décision de justice, le gouvernement ne l'a pas encore mise en œuvre. D'autres ont souligné l'importance des programmes d'égalité entre les sexes, de la formation professionnelle des femmes et des réseaux de soutien aux femmes. En Suède, SEKO dispose d'un réseau de soutien pour les femmes travaillant dans la construction ferroviaire et routière qui aborde des questions telles que les conditions de travail, le harcèlement sexuel et les EPI appropriés. Dans les pays arabes, il faudra augmenter les programmes de formation des jeunes car la proportion de jeunes dirigeants reste très faible.

Les délégués ont exprimé leur soutien à la stratégie. Le plan met l'accent sur la **justice climatique**. Dans le contexte des Caraïbes et de l'Amazonie, la question revêt une importance particulière. Ils soutiennent également la **lutte pour la démocratie et les droits de l'homme** et la solidarité continue avec l'Ukraine. Un délégué d'Israël a déclaré que les travailleurs palestiniens sont le pont vers la paix et une solution à deux États. Un représentant de la Confédération internationale des travailleurs (CIT) du Mexique, tout en notant que certaines questions de relations professionnelles étaient spécifiques à son pays, a souligné l'importance de la syndicalisation transfrontalière et son intention de continuer à travailler avec l'IBB sur toute une série de questions.

Per Olof Sjö a noté « le consensus pour continuer à travailler afin de renforcer la situation des travailleurs migrants au Qatar ». Il a soumis les propositions danoises concernant les tactiques à utiliser lors de la Coupe du monde pour examen par le comité mondial.

### Session thématique : Les questions de justice climatique sont des questions de travailleurs : du dialogue mondial aux actions locales

Une courte vidéo sur le changement climatique, le partenariat C40 et la sylviculture durable est projetée.

### L'IBB partage le programme des villes du C40 pour une reprise verte et juste

Nous avons besoin d'une transition centrée sur les travailleurs vers une économie plus verte, plus propre et plus inclusive. En investissant dans la rénovation et la modernisation de bâtiments, de projets d'infrastructures vertes, de logements, de scolarisations et d'installations médicales, il est possible de créer des millions d'emplois verts pour les travailleurs de la construction et profiter aux collectivités. Mais pour l'IBB, le vert est aussi jaune et bleu. Cela signifie des emplois sûrs, décents et durables, et des emplois syndiqués. Nous avons besoin d'une transformation radicale de l'industrie de la construction et de son fonctionnement à la fois local et mondial. Nous devons continuer à redoubler d'efforts pour nous attaquer aux nombreux niveaux de sous-traitance, aux abus et à l'exploitation des travailleurs vulnérables de la construction, ainsi qu'aux problèmes de main-d'œuvre informelle, non qualifiée, temporaire et aux environnements de travail dangereux. La campagne du C40 sur la construction propre peut mener cette transformation en obligeant l'industrie à s'aligner sur son principal client – les villes.

**Gail Cartmail**  
Présidente adjointe de l'IBB

Mark Watts, directeur exécutif de C40 Cities, a répondu à une série de questions concernant le travail de C40 Cities et le partenariat avec l'IBB. Il représente une organisation associative comptant plus de 100 villes. Sa mission principale est de réduire de moitié les émissions mondiales de carbone d'ici 2030 en utilisant une approche de partenariat avec les dirigeants politiques, les entreprises et les syndicats afin de réduire les inégalités et de veiller à ce que la majorité en bénéficie. Il a mis en place un groupe de travail sur la transition juste pour concevoir des politiques afin que les travailleurs puissent bénéficier de nouveaux emplois verts.

Il s'est récemment rendu à New York où le maire a introduit des limites obligatoires aux émissions de carbone dans 5000 des plus grands bâtiments de la ville. Ce règlement devrait créer 26 000 emplois au cours de la prochaine décennie et créer un marché annuel de la rénovation d'une valeur de 20 milliards de dollars. C'est le résultat d'un règlement du maire. Le partenariat avec l'IBB doit être utilisé pour s'assurer que, lorsque ces décisions sont prises, elles consacrent également les droits des travailleurs et garantissent des emplois syndiqués décentes afin qu'il soit possible de s'éloigner des mauvaises pratiques de travail du passé.



L'ampleur et le rythme du changement visant à réduire de moitié les émissions mondiales au cours de cette décennie sont entièrement nouveaux et ne peuvent être réalisés que par une planification très minutieuse avec un secteur public fort et une collaboration formidable entre la main-d'œuvre, les entreprises, la société civile et le gouvernement. Il est nécessaire de planifier à l'avance les types de formations axées sur les compétences nécessaires à la mise en place de technologies et d'infrastructures qui réduiront les émissions.

## Résolutions

Marta Pujadas, Présidente de la commission des résolutions, a présenté le rapport et expliqué les versions finales éditées des 30 résolutions pour débat au congrès, divisées en cinq blocs thématiques. Six résolutions d'urgence ont été présentées avant la date limite et examinées pour décider de leur recevabilité.

Per-Olof Sjö a présenté les résolutions qui ont été débattues en blocs thématiques.

### Bloc thématique 1 : Justice climatique

#### Résolution 2 : Pousser les gouvernements et les employeurs à formuler des politiques en matière de catastrophes naturelles pour protéger les travailleurs

Mazarura Nicholas Muchapiwa, ZCATWU, Zimbabwe : « Je recommande une campagne coordonnée pour faire pression sur les gouvernements et les employeurs afin qu'ils formulent des politiques de lutte contre les catastrophes naturelles afin de protéger les travailleurs contre la perte d'emploi et des avantages sociaux. » À l'heure actuelle, les politiques répondent aux catastrophes naturelles plutôt que de chercher à les prévenir et à les planifier.

#### Résolution 10 : L'égalité entre les sexes en période de changement climatique

Renate Wapenhensch, IG BAU, Allemagne : « Les syndicats doivent adopter de nouvelles technologies pour réduire les émissions mondiales de carbone. Au fur et à mesure que de nouveaux emplois sont créés, les femmes doivent être prises en compte dans le cadre de la formation entre autres.

#### Résolution 16: Protection climat – création et garantie de bons emplois!

Christian Fölzer, GBH, Autriche : « Ceci est préparé conjointement avec IG BAU, Allemagne et UNIA, Suisse. Les travailleurs doivent s'inscrire dans une transition écologique socialement juste qui envisage de planter des arbres et de les abattre, de construire des logements sociaux et de rénover les maisons existantes. Un délégué indien a appuyé la résolution en soulignant que la transition verte exige également que les travailleurs soient requalifiés et qualifiés pour répondre aux nouvelles demandes. Tout en planifiant des actions pour protéger le climat, l'IBB doit également protéger les droits des travailleurs lors de la transition.

### Résolution 23 : Les forêts : une source inestimable de biodiversité

Bruno Bothua, FNSCBA-CGT, France : « Dans l'industrie forestière, les entreprises ne se comportent pas de manière responsable et si la déforestation continue, il y aura d'énormes problèmes. Les syndicats doivent travailler ensemble pour prendre des mesures à tous les niveaux afin de défendre les forêts. »



### Résolution 27 : Engagement continu avec le Forest Stewardship Council

Mark Asante Ofori, TWU, Ghana: « L'IBB a proposé deux motions lors de la prochaine réunion du FSC: la première pour donner aux syndicats le droit d'accès aux lieux de travail pour informer et éduquer les travailleurs; et deuxièmement, pour donner aux travailleurs le droit d'élire leurs propres experts SST. Afin de renforcer ces travaux, la proposition demande au comité mondial de créer un groupe de travail spécial pour le secteur du bois et de la sylviculture afin de coordonner les travaux des organismes internationaux. Un délégué de Turquie a soutenu la résolution, déclarant que dans son pays, les normes FSC ne sont jamais respectées. La Turquie est parmi les pires pays en ce qui concerne les accidents mortels dans la sylviculture qui sont particulièrement élevés dans les entreprises FSC. Les décès ne sont pas signalés par les sociétés d'audit et cette situation doit changer.

### Bloc thématique 2: EMN, ACI et IFI

La présentation d'un court clip vidéo au congrès a mis en avant le travail de l'IBB concernant les multinationales, les ACI et les IFI au cours de la dernière période.

### Résolution 5 : Engager et organiser les entreprises chinoises

Ibrahim Walama, NUCECFWW, Nigéria : « Les multinationales chinoises en Afrique commettent des vio-

lations flagrantes des droits du travail, souvent avec le soutien des gouvernements. Cette résolution vise à demander l'appui pour des ACI avec les multinationales chinoises et mettre en place des campagnes et des réseaux nationaux, régionaux et mondiaux pour documenter le comportement des multinationales chinoises. Un représentant mauricien a appuyé la résolution, notant que même si les multinationales chinoises dans les secteurs de l'IBB apportent des investissements directs de l'étranger et de nouveaux emplois, leur impact reste négatif sur les industries nationales et l'exploitation des ressources naturelles et de la main-d'œuvre. Les multinationales chinoises discriminent leurs ressortissants en matière de salaires, et les travailleurs se trouvent privés de la liberté syndicale et du droit de négocier. Des réseaux syndicaux solides peuvent renforcer les capacités et la solidarité transfrontalière.

### Résolution 6 : Entreprises multinationales et protectionnisme

Philip Vilakazi, NUM, Afrique du Sud : « Cette résolution représente un appel à l'IBB afin qu'elle maximise ses efforts et s'assure que les multinationales respectent les réglementations en matière de SST et du droit du travail dans tous les pays où elles opèrent en signant des ACI. » Un délégué gabonais a soutenu la résolution et expliqué que les multinationales ne respectent pas les droits du travail. Precious Wood, une multinationale suisse présente au Gabon en 2013, a licencié 150 des 180 travailleurs, réclamant des protections en matière de SST, telles que définies par la FSC. Le syndicat a porté plainte devant les tribunaux et auprès du FSC, mais à ce jour, il n'y a pas de solution, les syndicats doivent donc maintenir la pression.

### Résolution 14 : Diplomatie piège de la dette et abaissement des normes du travail et de l'environnement

Asad Mehmood, PBWW, Pakistan a proposé la résolution au nom de NTUF Sri Lanka et de son syndicat. « Le Pakistan et le Sri Lanka ont été victimes de la diplomatie piège de la dette aux mains des investissements chinois et des prêts du FMI. Les pays sont confrontés à l'abaissement des normes du travail et de l'environnement. Les pratiques de prêt ne sont pas viables et créent une forte inflation.» La résolution attire l'attention sur ces conditionnalités de prêt et appelle l'IBB et les syndicats à résister à ces mouvements et à intensifier le recrutement sur les sites financés par les IFI.

### Résolution 26 : La sous-traitance en tant que régime de travail conduisant à la désaffiliation

Ramazan Agar, Yol-IS, Turquie : « Le système de sous-traitance qui prévaut dans la construction

routière turque représente une menace mortelle pour tous les travailleurs et a pour objectif de réduire les salaires et de faciliter le licenciement. » La résolution définit une série d'actions pour l'IBB et ses affiliés afin de faire campagne contre la sous-traitance.

### Mettons fin à la sous-traitance !

En Turquie, le syndicat de la construction routière compte plusieurs milliers de membres. La COVID-19, puis l'invasion russe en Ukraine ont aggravé les problèmes existants. Le système de sous-traitance prive les travailleurs de tout revenu ou de toute sécurité de l'emploi et augmente les risques pour la sécurité des travailleurs. La sous-traitance contribue à empêcher la syndicalisation et à ce que les travailleurs puissent s'unir. Le seul but de la sous-traitance est de réduire les coûts salariaux et de faciliter le licenciement des travailleurs. Mettons y fin car elle donne la priorité au plus grand profit et non au droit à la vie !

**Ramazan Agar**  
Yol-IS, Turquie

### Résolution 28 : Ciment Holcim

Pierre Cuppens, ACV CSC-BIE, Belgique a proposé cette résolution, expliquant l'importance d'un ACI avec Holcim, la plus grande multinationale cimentière, qui d'ailleurs était prévu. Toutefois la fusion avec Lafarge a eu un effet négatif sur la nouvelle direction qui a pris une voie différente. « La résolution représente un appel à la solidarité et à l'élaboration d'un plan d'action par le conseil mondial au nom des 70 000 travailleurs qui travaillent pour Holcim. » Les délégués libanais et jordaniens ont soutenu la



résolution, déclarant que rendre les multinationales responsables des conditions de travail tout au long des chaînes d'approvisionnement, s'avère une stratégie essentielle, les conditions de travail étant très

dangereuses et les normes internationales n'étant pas respectées.

### Résolution 29 : Accords-cadre internationaux – organisation et négociation avec les multinationales

Pierre Cuppens, ACV CSC-BIE, Belgique a proposé la résolution, félicitant l'IBB pour la signature du premier ACI avec une entreprise cimentière en dehors de l'Europe, Argos SA et soulignant l'importance de tels accords. « La résolution réaffirme la stratégie de négociation de ces accords et appelle à l'élaboration d'un modèle mondial pour les IFI, englobant un mécanisme de suivi et un réseau syndical pour surveiller la mise en œuvre. » Un délégué de la Turquie a souligné l'importance des multinationales dans le secteur cimentier à travers le monde et rapporté que son syndicat, CIMSE-IS, soutiendra le travail international.

### Bloc thématique 5: Actions de solidarité

#### Résolution n° 7: Contre le blocus de Cuba

Saúl Méndez Rodríguez, SUNTRACS, Panama: « Depuis plus de 60 ans, les syndicats soutiennent le droit de Cuba à l'autodétermination et à la souveraineté. Le blocus est condamné chaque année par l'Assemblée générale des Nations Unies et les syndicats doivent se lever et exiger qu'il soit mis fin au blocus. »

#### Résolution n° 4: Réaffirmer les zones de conflit

Ibrahim Abubakar Walama, NUCECFWW, Nigeria: « Les zones de conflit en Afrique et en Afrique subsaharienne restent une préoccupation majeure pour les syndicats. Les grandes économies informelles, l'instabilité politique, la violence ethnique et communautaire et les taux élevés de chômage contribuent aux causes de ces conflits. » Il faut un nouveau contrat social plaçant les travailleurs au centre de leur propre économie et processus décisionnel.

#### Résolution n° 8: Pour la défense de la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes

Adalberto Galvão, SINTEPAV-BA, Brésil : « En Amérique latine et dans les Caraïbes, la démocratie a été attaquée par le néolibéralisme et les gouvernements d'extrême droite, comme au Brésil. Les travailleurs et les syndicats sont résilients et les syndicats surmonteront. Parmi les victoires importantes figurent les pays de Colombie, Chili, Argentine, Bolivie et Pérou. Les syndicats se sont engagés à défendre la démocratie participative. » Un représentant du Brésil a appuyé la motion, en tant qu'expression de soutien à la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes et dans le monde entier.

### Résolution n° 9: Dialogue pour renforcer la démocratie au Venezuela

Claudio da Silva Gomes, SINTRACOM, Brésil : « Le dialogue et la solidarité internationale sont des éléments importants du syndicalisme. Dans les pays où la démocratie n'est pas respectée, le dialogue social peut aider à défendre les libertés et les droits des personnes.

### Résolution n° 17: Solidarité avec la lutte du peuple de Hong Kong pour défendre la liberté et la démocratie

Muhammad Husain Maulana, SERBUK, Indonésie a proposé la résolution, déplorant les violations de la convention 87 de l'OIT à Hong Kong. « La loi draconienne sur la sécurité nationale a supprimé les libertés et droits fondamentaux. Le syndicat des travailleurs de la construction a été gravement affecté par ces développements. » La résolution appelle le gouvernement à respecter les normes internationales fondamentales du travail, à libérer tous les dirigeants syndicaux et à mettre fin à la répression politique. Il appelle également les affiliés de l'IBB à renforcer le soutien aux syndicalistes à Hong Kong.

### Résolution n° 18: Condamnant l'étiquetage rouge et le harcèlement des dirigeants aux Philippines

Santiago Nolla, NUBCW, Philippines a proposé la résolution, expliquant qu'en 2019, la Commission de l'application des normes de l'OIT a publié un rapport et a demandé au gouvernement d'accepter une mission de haut niveau pour enquêter sur les droits syndicaux. Cela était en lien avec l'étiquetage rouge - accusant une personne ou une organisation d'être associée au parti communiste - conduisant à des menaces et au harcèlement de la part des médias publics et, dans certains cas, à des disparitions et des meurtres. « La résolution appelle l'IBB à exhorter le gouvernement à enquêter sur tous ces cas, à renforcer le dialogue national et régional tripartite et à s'engager à protéger les droits syndicaux entre autres. »



### Résolution n° 22: Renforcer la solidarité

Jean-Marc Candille, FNCCB-CFDT, France, a proposé la résolution, expliquant l'importance de la solidarité en tant qu'aspect fondamental du syndicalisme. « La solidarité doit être soutenue par des projets avec une ligne budgétaire et c'est dans cette perspective que la résolution est soumise. » Tous les collègues français et belges ont appuyé la résolution.

### Résolution n° 25: Myanmar

Dave Noonan, CFMEU, Australie, a proposé la résolution : « Il est clair que la situation au Myanmar est très difficile et que la démocratie a été volée par un groupe de gangsters corrompus. Tout en recommandant, il a demandé aux affiliés de prendre des mesures et de faire campagne auprès de leurs



gouvernements respectifs, de la société civile et du mouvement syndical pour appliquer des sanctions efficaces contre les intérêts économiques de l'armée.

### Bloc thématique 3: L'avenir du travail et les jeunes

Un clip vidéo a été projeté sur le travail de l'IBB cherchant à promouvoir la participation des jeunes travailleurs dans les syndicats et dans les structures de l'IBB.

### Résolution n° 13: Résolution des jeunes : Prêts pour l'avenir

Lebohang Ramabolu, NUM, Afrique du Sud (président, Comité international des jeunes) : « La motion appelle l'IBB à améliorer les possibilités de formation en recourant à l'académie des jeunes et à prioriser la participation des jeunes travailleurs aux événements de l'IBB. » La résolution a été soutenue par des délégués du Rwanda, des Pays-Bas et du Ghana, qui ont souligné l'importance de la formation professionnelle et la nécessité de veiller à ce que les jeunes soient informés et deviennent une véritable voix.



### La question des jeunes n'est pas négociable

Je suis fier d'avoir pu bénéficier du travail des jeunes de l'IBB. Je suis désormais secrétaire général de mon syndicat. Mon histoire est l'histoire des programmes d'éducation des jeunes de l'IBB. La question de la jeunesse n'est pas négociable parce que le monde souffre d'un leadership très déformé. Par conséquent il est important de veiller à ce que les jeunes soient correctement orientés et puissent être une voix pour la raison en faisant prendre conscience.

**Bernard Adjei**  
PSWU, Ghana

### Résolution n° 15: Numérisation, automatisation et intelligence artificielle – l'avenir du travail

Roman Krenn, GBH, Autriche: « Il se concentre sur la formation des travailleurs aux nouvelles technologies et la formation des représentants des syndicats et des comités d'entreprise, qui devront mener des négociations sur le lieu de travail, aux niveaux national, mondial et de l'entreprise. Les syndicats se doivent de mener des recherches sur ces nouvelles technologies. » À l'heure actuelle, les représentants des travailleurs ne sont pas inclus et la recherche ne tient pas compte de la durabilité sociale.

### Résolution n° 30 : Résolution des jeunes : un marché d'avenir durable



Giacomo Virgilio, FILCA-CISL, Italie a soumis la résolution, expliquant qu'elle était liée à la n° 13. « La délocalisation des entreprises a accru l'exploitation des travailleurs. L'IBB et ses affiliés doivent être résolus à donner aux jeunes une voix à travers les académies de jeunes pour créer un avenir durable et vert. »

### Bloc thématique 4 : Migration

#### Résolution n° 19.: Renforcer la coopération et la solidarité avec les réfugiés

Pierre Cuppens, ACV CSC-BIE : « La résolution appelle l'IBB à continuer de s'engager à soutenir les réfugiés qui incluent toujours plus de femmes et d'enfants. »

#### Résolution n° 21 : Migrations internationales

Pierre Cuppens, ACV CSC-BIE, Belgique « Tout le monde a la responsabilité de faire pression sur les politiciens et le secteur privé pour s'assurer que les travailleurs migrants aient une vie décente. » La résolution recommande également la création d'un groupe de travail sur la formation professionnelle des travailleurs migrants et des autres travailleurs.



### Les syndicats tendent de plus en plus la main aux travailleurs migrants

Toutes les parties prenantes doivent travailler ensemble pour garantir des conditions décentes aux travailleurs migrants. Les syndicats tendent de plus en plus la main aux migrants, présentent leurs préoccupations, fournissent une assistance juridique et mènent à bien plaidoyer et solidarité internationale. L'OIT devrait prendre l'initiative sur les questions relatives aux travailleurs migrants. Bien que le Pacte mondial ne couvre que les migrants réguliers et qu'il s'agisse d'un accord non contraignant, les bureaux régionaux de l'IBB peuvent participer au suivi en matière de conformité.

**Rama Chandra Khuntia**  
INBCFWWF, Inde



**236**  
**SYNDICATS**

**7000** DÉLÉGUÉ(E)S  
EN PRÉSENTIEL

**110**  
DÉLÉGUÉ(E)S  
EN LIGNE

**THE PEOPLE. FOR PEACE.**  
FOLKET. FÖR FREDEN. FÖR PLANETEN.



**1666**  
**VOIX**

**34**  
**RÉSOLUTIONS**

**12%**  
**JEUNES**

**31%**  
**FEMMES**

**¡Vamos!**

**Organisations au delà  
des frontières**  
POUR LES PEUPLES. POUR LA PAIX. POUR LA PLANÈTE.



0294 - 0294 - 0294 - 0294  
[www.iubwwb.org](http://www.iubwwb.org)

**PEACE. FOR THE PLANET**  
POUR LES PEUPLES. POUR LA PAIX. POUR LA PLANÈTE.

Un délégué indien a appuyé la motion, en expliquant que le Pacte mondial pour des migrations sûres, ordonnées et régulières et le Pacte de l'OIT pour l'emploi, et d'autres normes internationales, font face à de nombreux défis de mise en œuvre.

### **Bloc thématique n° 6 : Égalité entre les femmes et les hommes**

Un clip vidéo sur l'égalité des sexes a été projeté montrant comment l'égalité entre les sexes recoupe tout le travail de l'IBB, célébrant la campagne femmes dans nos métiers, la campagne « Stop à la culture machiste » et la ratification de la convention 190 sur la violence et le harcèlement sur le lieu de travail.

### **Résolution n° 11 : Campagne Halte à la culture machiste – passer de l'échelle régionale à l'échelle mondiale**

Lesia Husak, PROFBUD, Ukraine : « La filiale suédoise a lancé la campagne en raison des pénuries de main-d'œuvre pour surmonter les obstacles auxquels les femmes font face pour entrer dans nos métiers et par rapport aux risques professionnels dangereux pris par les hommes. Le matériel de la campagne, préparé par les syndicats suédois, a été utilisé dans la région paneuropéenne, et peut également l'être dans d'autres pays dans le cadre d'une campagne mondiale. Les délégués brésiliens et suédois ont appuyé la résolution, notant que vaincre la culture sexiste incombe à tous.

### **Résolution n° 12 : Autonomiser les femmes dans nos métiers**

Smitree Tamang Lama, CUPPEC, Népal : « La résolution exhorte les syndicats à faire pression pour obtenir davantage d'opportunités pour les programmes de formation professionnelle des femmes, qui devraient être liés à l'emploi post-formation. Les femmes devraient également assumer des rôles décisionnels dans les syndicats. » Un délégué géorgien a soutenu la résolution, déclarant que les syndicats peuvent aider à protéger les droits du travail et un environnement de travail équitable et sûr pour les hommes et les femmes.

### **Résolution n° 24 : Lieux de travail arc-en-ciel : notre engagement en faveur de l'égalité pour les travailleurs LGBTIQ**

Peiter Makers, Secrétaire du réseau Rainbow de la FNV aux Pays-Bas (via zoom) : « L'IBB se doit de rejoindre le groupe de travail LGBTQ des syndicats mondiaux; faire preuve de solidarité en marquant la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie le 17 mai. Il encourage également l'IBB à créer des réseaux arc-en-ciel. Un



délégué de Nouvelle-Zélande a soutenu la motion, déclarant qu'il est important que l'IBB reconnaisse, respecte et promeuve les droits fondamentaux de la communauté LGBT et que la résolution consiste à introduire des mesures politiques pour ces travailleurs.

### **Bloc thématique n° 7: Travail des enfants, protection sociale et santé mentale**

Un clip vidéo sur la santé et la sécurité au travail a illustré l'importance du travail de l'IBB pour promouvoir la SST en particulier pendant la COVID-19. La vidéo a également mis en exergue sa campagne de 2021 destinée à ce que l'OIT reconnaisse la SST comme un droit fondamental.

### **Résolution n° 1 : Développement de programmes de santé mentale et renforcement des capacités dans les syndicats**

Mahmoud Salem Abbas Alhyari, GTUCW, Jordanie : « La COVID-19 a eu un impact dévastateur sur la santé mentale des travailleurs. L'IBB dans les pays arabes a pris l'initiative d'inclure la santé mentale dans ses programmes de formation sur la santé au travail et d'autres ont emboîté le pas. Un représentant australien a appuyé la résolution, notant que l'industrie de la construction souffrait particulièrement de problèmes liés à la santé mentale. Il faut donc faire davantage pour protéger les travailleurs et développer des programmes de santé mentale.

### **Résolution n° 3 : Protection sociale des travailleurs du secteur du bois et de la sylviculture**

Juliet Sithole, GAPWUZ, Zimbabwe, a soumis la résolution en soulignant les multiples impacts de la COVID-19, de la crise économique et du chan-



gement climatique. « La résolution exige que les gouvernements fournissent des régimes complets de protection sociale et tiennent des négociations tripartites afin de déterminer les conditions de ces régimes. » Les délégués français et indiens ont soutenu la résolution en soulignant l'importance d'une politique de sécurité efficace et d'un cadre de protection sociale, y compris pour les quelques travailleuses du secteur forestier.

#### Résolution n° 20: Travail des enfants

Pierre Cuppens, ACV CSC-BIE, Belgique a proposé la résolution, expliquant que l'UNICEF et l'OIT estiment qu'il y a plus de 160 millions d'enfants qui travaillent dans le monde. « Le plan stratégique aborde la question du travail des enfants, car il y a une forte incidence du travail des enfants dans les secteurs de l'IBB, dont une grande partie effectuée un travail dangereux. L'IBB doit travailler avec les gouvernements et les entreprises pour mettre fin au travail des enfants. » Un délégué indien a appuyé la résolution, soulignant le travail des enfants dans les briqueteries, les carrières de pierre et les secteurs forestiers, où il existe un système de salaire à la pièce et où on recourt à la main-d'œuvre familiale. Le travail des enfants représente une question syndicale car il réduit le pouvoir de négociation des travailleurs. L'UNICEF et l'OIT soulignent une augmentation du travail des enfants en raison de la pandémie, de sorte que les syndicats doivent élargir leurs actions et travailler avec différentes parties prenantes pour garantir un travail décent pour les adultes et une éducation décente pour les enfants.

#### Bloc thématique 8 : Résolutions d'urgence

Marta Pujadas, présidente du Comité des résolutions, a présenté les résolutions d'urgence.

#### Résolution d'urgence n° 1 : Lutter contre le démantèlement social

Patrick Vandenberghe, ACV CSC-BIE, Belgique a raconté la terrible tragédie d'un chantier de construction d'une école à Anvers où un bâtiment s'est effondré. Cette tragédie a révélé une longue chaîne de sous-traitance, d'emploi illégal et de sous-paiement. « Cette année, un autre incident s'est produit, à Anvers, où 174 travailleurs illégaux ont été retrouvés, victimes de la traite des êtres humains, vivant dans des logements insalubres, confrontés à des menaces et à des salaires d'exploitation. L'IBB doit travailler en étroite collaboration avec la FETBB pour lutter contre ces pratiques et la criminalité dans le monde entier. »

#### Résolution d'urgence n° 2 : Renforcement de la sécurité économique des travailleurs en cas de force majeure

Pierre Cuppens, ACV CSC-BIE, Belgique: « Il est nécessaire de prendre une série de mesures pour renforcer la protection sociale en cas de perte d'emploi ou de réduction du temps de travail et d'introduire de nouvelles politiques pour protéger les travailleurs de la hausse du coût de la vie, en particulier des prix de l'énergie. Il est également nécessaire de lutter contre les paradis fiscaux et l'évasion fiscale. »

#### Résolution d'urgence no 3 : Paix et renouveau en Ukraine

Vasyl Andreyev, PROFBUD Ukraine, « Les syndicats doivent jouer un rôle décisif dans la promotion de la paix et de la prospérité. » Une fois la



victoire remportée, la reconstruction nécessitera d'énormes investissements, en particulier dans le secteur de la construction. La résolution appelle au retrait immédiat des troupes russes d'Ukraine, invite les syndicats à continuer de fournir une aide humanitaire et envisage le développement de programmes de formation professionnelle bipartite afin que les programmes de reconstruction puissent commencer dès la fin de la guerre. La résolution appelle également à un dialogue social constructif pour introduire une législation du travail fondée sur le respect des droits des travailleurs. Un délégué du Kirghizistan a soutenu la résolution et a apprécié le soutien que les syndicats kirghizes avaient reçu lorsque le gouvernement avait introduit un code du travail régressif et attaqué les dirigeants syndicaux. Il a lancé un appel aux délégués au congrès afin qu'ils continuent de les soutenir.

#### Résolution d'urgence n° 4 : Solidarité avec les femmes en Iran

Nicole Simons, IG BAU, Allemagne, propose la résolution. Elle a évoqué la situation actuelle en Iran avec la mort d'une jeune femme en garde à vue et les manifestations de masse, principalement de jeunes femmes, protestant contre les codes vestimentaires et contre la brutalité et la répression policière. Plus de 130 personnes sont mortes et des milliers de personnes ont été arrêtées. La résolution condamne le gouvernement iranien, déclare que les femmes ont le droit de décider d'utiliser ou non un foulard et exprime sa solidarité avec les



manifestants. Une déléguée allemande a appuyé la résolution, déclarant qu'en Iran, chaque jour, les femmes sont confrontées à la peur, à la dévastation et à la mort. Elle a nommé certaines des victimes qui sont mortes. La liberté de religion est un droit, mais le libre arbitre l'est aussi. Elle a exhorté le congrès à ne pas garder le silence et à envoyer un signal fort.

#### Déclaration sur la situation en Israël et Palestine

Le Présidium avait été consulté au sujet des deux résolutions d'urgence sur la situation en Israël et en Palestine et avait proposé que le congrès publie une déclaration.

Yitzak Moyal, NUBWW, Histradut : « Il s'avère important de se concentrer sur les nombreux aspects du travail que le syndicat fait pour soutenir les travailleurs palestiniens. Le syndicat est également attaché aux deux états, aux solutions des deux peuples. » Il a déclaré que la paix reste leur rêve et



#### Une paix juste et durable entre Israël et la Palestine

L'IBB soutient une paix juste et durable entre Israël et la Palestine conformément au droit international, en particulier aux résolutions 242 et 338 du conseil de sécurité des Nations Unies. Elle reste fermement convaincue que cet objectif ne peut être atteint que par une solution avec deux états.

L'IBB formera un groupe de travail conjoint sur les conditions de travail en Israël et en Palestine, composé du Présidium et de parties prenantes de haut niveau des syndicats qui ont présenté les deux résolutions au congrès. Le dialogue sur la structure du groupe de travail et les projets potentiels commenceront immédiatement. Au cours des quatre premiers mois de cette période intercongrès, le groupe de travail entamera son mandat avec sa première mission en Israël et en Palestine pour enquêter sur la situation des travailleurs dans les secteurs de l'IBB. Le Groupe de travail rendra compte de ses conclusions au Présidium et informera de tout fait nouveau»

qu'elle doit être convenue entre le gouvernement israélien et l'autorité palestinienne. Trouver les dénominateurs communs par le dialogue et la confiance entre PGFTU et Histradut, avec le soutien de l'IBB, contribuera à renforcer la paix, la coopération et la solidarité.

Saher Sarsour, NUBWW, Palestine a expliqué qu'en Palestine il y a la plus ancienne occupation sur terre. Plus de 200 000 travailleurs sont victimes de discrimination, d'insécurité et d'intimidation. Ils font face à de longues files d'attente aux points de contrôle, les vols et les intermédiaires profitent de leur situation. « Pendant le Covid, les Palestiniens n'ont bénéficié d'aucune assurance. Il y a eu de nombreuses violations par des colons israéliens et des biens palestiniens ont été endommagés. Il n'existe aucune liberté d'expression et un journaliste palestinien a été tué intentionnellement avec d'autres. Les résolutions internationales pertinentes du conseil de sécurité de l'ONU doivent être mises en œuvre. »

### **Message de solidarité du Conseil des Global Unions**

Steve Cotton, Secrétaire général de l'ITF et Président du Conseil des syndicats mondiaux, a transmis un message de solidarité du mouvement



syndical mondial. Il est essentiel de travailler étroitement à un niveau plus élevé entre les syndicats mondiaux et de coopérer. La campagne au Qatar a commencé avec l'IBB qui a donné une impulsion à l'ensemble du mouvement syndical mondial. L'IBB et tous les mouvements syndicaux mondiaux doivent travailler ensemble pour soutenir les syndicalistes au Myanmar.

La dernière réunion du Conseil syndical mondial a discuté de la reconstruction de l'Ukraine et du rôle essentiel de l'IBB et des travailleurs de la construction dans la reconstruction du pays.

### **Les syndicats mondiaux doivent collaborer entre les secteurs**

ITF a désormais reconnu que l'emploi vert devait faire partie de son programme de travail – même s'il a fallu beaucoup d'efforts pour y parvenir ! Nous devons maintenant nous assurer que nos membres comprennent ce qu'est un emploi vert, la raison de son importance, ce que la transition apportera et les compétences dont ils auront besoin. Les syndicats mondiaux doivent collaborer entre secteurs et veiller à ce que les gouvernements et les employeurs investissent davantage dans le cycle de négociation collective afin que les compétences soient améliorées et que les emplois de demain soient bons, et syndiqués.

#### **Steve Cotton**

Président, Conseil des Global Unions et Secrétaire général d'ITF

Pendant la pandémie, il a reconnu que les femmes ont été les premières à perdre leur emploi car elles occupent des postes plus précaires et que les femmes ont besoin de plus de pouvoir, de plus d'opportunités sur le lieu de travail et dans les syndicats.

La SST est une question majeure et les syndicats mondiaux sont fiers de l'héritage de Guy qui a permis que l'OIT reconnaisse la SST comme un droit fondamental. Il a appelé à une campagne continue pour renouveler le mouvement syndical, défier les multinationales et interpellier le gouvernement au sujet des nouveaux emplois. Les syndicats représentent de véritables bastions démocratiques.

### **Célébration à l'occasion de la Journée mondiale du travail décent**

Les jeunes présents au Congrès ont été invités à célébrer la Journée mondiale pour le travail décent. Les jeunes ont lu conjointement une déclaration exigeant des conditions de travail décentes pour

#### **Travail décent: la vision des jeunes travailleurs concernant les sept pierres angulaires du travail décent**

- Organiser les jeunes travailleurs;
- La vie avant le profit!
- Respect des droits;
- Salaires équitables ;
- Justice sociale et économique;
- Égalité et équité entre les sexes;
- Formation professionnelle.



tous et conclu par le cri : Rendons l’avenir fort – Syndicats rendez nous forts !

**Session thématique : Démocratie et droits syndicaux**

Une courte vidéo a été projetée sur les campagnes de l’IBB visant à soutenir les syndicalistes qui luttent pour la démocratie et les droits syndicaux fondamentaux.

L’identité et l’affiliation des orateurs ne sont pas divulguées pour assurer la sécurité des syndicalistes.

**Dave Noonan, président adjoint de l’IBB, CFMEU, Australie :** « Je me souviens de l’histoire de l’Espagne entre 1936 et 1939, lorsque Madrid s’est dressée contre le fascisme. Le peuple espagnol a souffert pendant des décennies, mais il y a aussi des raisons d’être optimiste, car aujourd’hui, ici en Espagne, il y a une démocratie avec des syndicats forts. » Il souligne son privilège de présenter les trois courageux syndicalistes du Myanmar, de Hong Kong et d’Ukraine.

« **Au Myanmar**, la lutte pour les droits syndicaux fait partie intégrante de la lutte pour la démocratie. L’orateur a décrit la répression déclenchée par la junte militaire, y compris contre les dirigeants syndicaux, dont beaucoup font l’objet de mandats d’arrêt et ont été contraints de se cacher.

**Engagez-vous avec votre gouvernement sur le Myanmar !**

Les travailleurs savent que nous devons poursuivre la lutte pour ramener la démocratie. Nous organisons des manifestations et d’autres actions non-violentes. À l’intérieur du pays, la résistance est forte, mais nous avons besoin d’un soutien international. Nous avons besoin de sanctions gouvernementales et européennes, ainsi que de sanctions contre les banques nationales. Il y a une résolution du Parlement européen demandant des sanctions, mais la Commission européenne n’en a pas fait assez. Les multinationales doivent également se désinvestir du Myanmar. Il nous faut la solidarité syndicale pour empêcher les multinationales d’opérer au Myanmar. Nous vous demandons de collaborer avec votre gouvernement et l’UE pour appliquer des sanctions.

**Oratrice du Myanmar**

**Sur l’Ukraine:** « J’appelle les syndicats à soutenir les sanctions contre les banques nationales et le désinvestissement des multinationales. » Malgré des réformes de travail régressives et insensées, les travailleurs de la construction soutiennent le gouvernement. Certains politiciens réclament davantage de déréglementation. Les syndicats ukrainiens, ainsi que l’IBB, la CSI et les syndicats

mondiaux, ont fait campagne pour des réformes du travail et il y a eu quelques améliorations. Pour le mouvement syndical, la démocratie est synonyme de conditions de travail décentes et de co-décision.

**Hong Kong:** L'orateur a décrit l'impact de la loi sur la sécurité nationale à Hong Kong et les arrestations contre les partis d'opposition, la société civile et les membres des syndicats. Créé en 1997, le syndicat indépendant, 30 ans plus tard, a été dissous de force et de nombreux dirigeants syndicaux risquent la prison à vie. « Le gouvernement chinois ne veut pas que Hong Kong soit un exemple pour le peuple chinois d'une démocratie qui fonctionne. »

**L'ancien Directeur général de l'OIT et ancien Directeur général de la CSI, Guy Ryder,** a affirmé les liens historiques entre la démocratie et les droits syndicaux, qui sont également reconnus par le droit international. Il a estimé qu'il y avait eu un renversement spectaculaire des progrès démocratiques non seulement dans les cas décrits par les autres intervenants, mais aussi ailleurs. Il a évoqué l'offensive patronale à l'OIT pour redéfinir les droits syndicaux en refusant de reconnaître le droit de grève. « Il existe actuellement un courant sous-jacent de fermeture de l'espace démocratique compte tenu des nouvelles circonstances géopolitiques. » Ces contributions ont souligné la gravité de la situation.

### Cérémonie de remise des prix : Des droits pour tous

Le prix a été décerné pour honorer les syndicalistes qui font face à des défis et font preuve d'un engagement exceptionnel dans la lutte pour la démocratie, la paix et les droits de l'homme, souvent au prix de grands sacrifices personnels. Le prix a été remis à un militant de haut niveau du Myanmar (par vidéo conférence) et en même temps à l'ensemble du mouvement syndical indépendant du pays.

En acceptant le prix, la militante a salué tous ceux qui luttent pour les droits humains et syndicaux et



remercié l'IBB de ce grand honneur et de sa solidarité. « Le peuple du Myanmar a rejeté le coup d'État militaire. Il se bat pour un système politique qui garantisse des droits humains démocratiques. »

Ambet Yuson « J'ai apprécié la façon dont Guy a toujours été disponible pour des conseils, que ce soit sur les droits syndicaux, les travailleurs migrants ou les multinationales chinoises. » On lui remet une épinglette d'or de l'IBB pour ses contributions.



# Elections

Le 5ème Congrès de l'IBB, organisé le 7 octobre 2022 à Madrid, en Espagne, a élu les membres titulaires et suppléants du Conseil mondial de l'IBB, le Président, les cinq présidents adjoints, le Secrétaire général et les 4 membres du Comité des auditeurs pour le mandat 2023-2026 (4 ans).



PRÉSIDIUM DE L'IBB						
Président	Présidents adjoints					Secrétaire général
<b>Per Olof Sjöö</b>	<b>Saúl Méndez Rodríguez</b>	<b>Gail Cartmail</b>	<b>Dietmar Schäfers</b>	<b>Pierre Cuppens</b>	<b>Phyo Sandar Soe</b>	<b>Ambet Yuson</b>
Suède	Panama	Royaume-Uni	Allemagne	Belgique	Myanmar	Suisse

COMITÉ MONDIAL DE L'IBB		
Nom et surnom	Position & Région	Syndicat / Pays
<b>Per Olof Sjöö</b>	Président	Suède
<b>Saúl Méndez Rodríguez</b>	Présidents adjoints	Panama
<b>Gail Cartmail</b>		Royaume-Uni
<b>Dietmar Schäfers</b>		Allemagne
<b>Pierre Cuppens</b>		Belgique
<b>Phyo Sandar Soe</b>		Myanmar
<b>Ambet Yuson</b>	Secrétaire général	Suisse
<b>Abdelmonem Ibrahim Mohamed Elgamal</b>	Vice-président régional Afrique et Moyen-Orient	Syndicat général des travailleurs de la construction et des industries du bois (GTUBWW), Égypte
<b>David John Noonan</b>	Vice-président régional Asie et Pacifique	Division Générale et Construction (CFMEU), Australie



## COMITÉ MONDIAL DE L'IBB

Nom et surnom	Position & Région	Syndicat / Pays
<b>Johan Lindholm</b>	Vice-président régional Europe	Syndicat des travailleurs du bâtiment (BYGGNADS), Suède
<b>Denilson Pestana</b>	Vice-président régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Fédération des travailleurs de la construction et de l'ameublement en bois de l'État du Parana (FETRACONSPAR), Brésil (2023-2024)
<b>Raimundo Ribeiro Santos Filho</b>		Syndicat des travailleurs dans la construction de routes et des travaux publics et privés de l'État du Parana (SINTRAPAV PR), Brésil, (2025-2026)
<b>Robert Walls</b>	Vice-président régional pour l'Amérique du Nord	Association Internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (IAMAW), Etats-Unis
<b>James Williams Jr.</b>		Syndicat international des peintres et métiers connexes (IUPAT), États-Unis
<b>Marta Pujadas</b>	Président	Comité international des femmes
<b>Laurence Akayezu</b>		Comité international des jeunes

## MEMBRES ET SUPPLÉANTS DU COMITÉ MONDIAL

Membres	Suppléant(s)
<b>1 Nicole Simons</b> , Syndicat de la construction, du bois et de l'environnement (IG BAU), Allemagne	<b>1<sup>st</sup> Antonius Allgaier</b> , Syndicat de la construction, du bois et de l'environnement (IG BAU), Allemagne <b>2<sup>nd</sup> Vacant</b>
<b>2 James Williams</b> , Syndicat international des peintres et métiers connexes (IUPAT), États-Unis <b>Robert Walls</b> , Association Internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (IAMAW), Etats-Unis	<b>1<sup>st</sup> Robert Walls</b> , Association Internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (IAMAW), Etats-Unis <b>James Williams</b> , Syndicat international des peintres et métiers connexes (IUPAT), États-Unis <b>2<sup>nd</sup> Vacant</b>
<b>3 Rama Chandra Khuntia</b> , Fédération nationale des travailleurs du bâtiment et du bois (INFBWW), Inde	<b>1<sup>st</sup> Smritee Lama</b> , Syndicats des peintres, plombiers, électriciens et des travailleurs dans la construction (CUPPEC), Népal <b>2<sup>nd</sup> Muhammad Aslam Adil</b> , Fédération des travailleurs du bâtiment et du bois, (PFBWW), Pakistan
<b>4 Engrit Liaw</b> , Syndicat des employés de Sabah dans l'industrie du bois (STIEU), Malaisie	<b>1<sup>st</sup> Louisa Jones</b> , First Union, Nouvelle-Zélande <b>2<sup>nd</sup> Phyo Sandar Soe</b> , Fédération des travailleurs du bâtiment et du bois du Myanmar (BWFM), Myanmar
<b>5 Christian Roy</b> , Fédération Force Ouvrière Bâtiment et Travaux Publics (FO-BTP), France (2023) <b>Jean-Pascal Francois</b> , Fédération nationale des salariés de la Construction, Bois et Ameublement (FNSCBA-CGT), France (2024-2025) <b>Marco Benati</b> , Fédération du bois, Bâtiment et les travailleurs de l'industrie connexe (FILLEA-CGIL), Italie (2025-2026)	<b>1<sup>st</sup> Andrea Merli</b> , FENEAL-UIL, Italie (2023-2024) <b>Marco Benati</b> , Fédération du bois, Travailleurs du bâtiment et des industries connexes (FILLEA-CGIL), Italie (2023-2024) <b>Jean-Marc Candille</b> , FNCB-CFDT, France (2026) <b>2<sup>nd</sup> Vacant</b>
<b>6 Justina Jonas Emvula</b> , Syndicat des travailleurs du métal et industries connexes (MANWU), Namibie	<b>1<sup>st</sup> Oloka Mesilamu</b> , Syndicat des travailleurs du Bâtiment, de la Construction, du Génie civil, du Ciment et des industries connexes (UBCCECAWU), Ouganda <b>2<sup>nd</sup> Stephen Igho Okoro</b> , Syndicat national des travailleurs du génie civil, de la construction, de l'ameublement et du bois (NUCECFWW), Nigéria

MEMBRES ET SUPPLÉANTS DU COMITÉ MONDIAL			
Membres	Suppléant(s)		
<b>7</b> <b>Zamanej Menso</b> , Fédération syndicale hollandaise, Secteur Construction et logement (FNV), Pays-Bas	<b>1<sup>st</sup></b>	<b>Brahim Hilami</b> , CG-FGTB, Belgique	
	<b>2<sup>nd</sup></b>	<b>Vacant</b>	
<b>8</b> <b>Ramazan Agar</b> , Syndicat des travaux publics, de la construction et du bâtiment (YOL-IS), Turquie	<b>1<sup>st</sup></b>	<b>Vasyl Andreyev</b> , Syndicat des travailleurs de la Construction et de l'industrie des matériaux de construction d'Ukraine (PROFBUD), Ukraine	
	<b>2<sup>nd</sup></b>	<b>Vacant</b>	
<b>9</b> <b>Domagoj Ferdebar</b> , Syndicat de l'industrie de la construction (SGH), Croatie (2023-2024) <b>Lejla Ćatić</b> , Syndicat indépendant de la sylviculture, transformation du bois et papier en Bosnie et Herzégovine (SSŠPDPBIH), Bosnie Herzégovine (2023-2024)	<b>1<sup>st</sup></b>	<b>Lejla Ćatić</b> , Syndicat indépendant de la sylviculture, transformation du bois et papier en Bosnie et Herzégovine (SSŠPDPBIH), Bosnie Herzégovine (2023-2024) <b>Domagoj Ferdebar</b> , Syndicat de l'industrie de la construction (SGH), Croatie (2025-2026)	
	<b>2<sup>nd</sup></b>	<b>Vacant</b>	
<b>10</b> <b>Pedro Luis Hojas Cancho</b> , UGT FICA, Espagne (2023-2024) <b>Daniel Barragán Burgui</b> , CCOO del Hábitat, Espagne (2025-2026)	<b>1<sup>st</sup></b>	<b>Daniel Barragán Burgui</b> , CCOO del Hábitat, Espagne (2023-2024) <b>Pedro Luis Hojas Cancho</b> , UGT FICA, Espagne (2023-2024)	
	<b>2<sup>nd</sup></b>	<b>Sergio Estela Gallego</b> , UGT FICA, Espagne (2025-2026) <b>Sonia Silva Segovia</b> , CCOO del Hábitat, Espagne (2023-2024)	
Représentants régionaux			
<b>Nilton Freitas</b> l'Amérique latine et les Caraïbes	<b>Crecentia Mofokeng</b> Afrique et Moyen-Orient	<b>Apolinar Tolentino</b> Asie et Pacifique	<b>Coen van der Veer</b> Europe

CONSEIL MONDIAL DE L'IBB		
Nom et surnom	Position & Région	Syndicat / Pays
<b>Per Olof Sjöö</b>	Président	Suède
<b>Saúl Méndez Rodriguez</b>	Présidents adjoints	Panama
<b>Gail Cartmail</b>		Royaume-Uni
<b>Dietmar Schäfers</b>		Allemagne
<b>Pierre Cuppens</b>		Belgique
<b>Phyo Sandar Soe</b>		Myanmar
<b>Ambet Yuson</b>	Secrétaire général	Suisse
<b>Abdelmonem Ibrahim Mohamed Elgamal</b>	Vice-président régional Afrique et Moyen-Orient	Syndicat général des travailleurs de la construction et des industries du bois (GTUBWW), Égypte
<b>David John Noonan</b>	Vice-président régional Asie et Pacifique	Division Générale et Construction (CFMEU), Australie
<b>Johan Lindholm</b>	Vice-président régional Europe	Syndicat des travailleurs du bâtiment (BYGGNADS), Suède

## CONSEIL MONDIAL DE L'IBB

Nom et surnom	Position & Région	Syndicat / Pays
<b>Denilson Pestana</b>	Vice-président régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes	Fédération des travailleurs de la construction et de l'ameublement en bois de l'État du Parana (FETRACONSPAR), Brésil (2023-2024)
<b>Raimundo Ribeiro Santos Filho</b>		Syndicat des travailleurs dans la construction de routes et des travaux publics et privés de l'État du Parana (SINTRAPAV PR), Brésil, (2025-2026)
<b>Robert Walls</b>	Vice-président régional pour l'Amérique du Nord	Association Internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (IAMAW), Etats-Unis
<b>James Williams Jr.</b>		Syndicat international des peintres et métiers connexes (IUPAT), États-Unis

## MEMBRES ET SUPPLÉANTS DU CONSEIL MONDIAL DE L'IBB

Groupe	Pays	Membres	Suppléants(s)
1	Danemark, Îles Féroé, Finlande, Islande, Norvège, Suède	<b>Johan Lindholm</b> , Syndicat des travailleurs du bâtiment (BYGGNADS), Suède	1 <sup>er</sup> <b>Gabriella Laveccia</b> , Syndicat suédois des Employés des services et des communications (SEKO), Suède
			2 <sup>ème</sup> <b>Mikael Johansson</b> , Syndicat des peintres suédois (Malareförbundet), Suède
		<b>Matti Harjuniemi</b> , Syndicat de la construction / (Rakennusliitto) r.y., Finlande	1 <sup>er</sup> <b>Jan Olav Andersen</b> , Fédération ELogIT, Norvège
			2 <sup>ème</sup> <b>Jari Nilosaari</b> , Syndicat industriel finlandais, Finlande
		<b>Gunde Odgaard</b> , 3F/BAT, Danemark	1 <sup>er</sup> <b>Kristjan Thordur Snaebjarnarson</b> , Syndicat islandais des électriciens (RAFIDNADARSAMBAND), Islande
			2 <sup>ème</sup> <b>Jørgen Juul Rasmussen</b> , Syndicat des électriciens danois (DEF), Danemark
<b>Anita Johansen</b> , Syndicat des travailleurs généraux (NAF), Norvège	1 <sup>er</sup> <b>Louise Olsson</b> , Syndicat des électriciens suédois (SEF), Suède		
	2 <sup>ème</sup> <b>Minea Pykönen</b> , Trade Union Pro (Trade Union Pro r.y.), Finlande		
2	Belgique, Luxembourg, Pays-Bas	<b>Zamanej Menso</b> , Fédération syndicale hollandaise, Secteur Construction et logement (FNV), Pays-Bas	1 <sup>er</sup> <b>Ellen Hoeijenbos</b> , Fédération syndicale hollandaise, Secteur Construction et logement (FNV), Pays-Bas
			2 <sup>ème</sup> <b>Dennis Vereggen</b> , Fédération syndicale hollandaise, Secteur Construction et logement (FNV), Pays-Bas
		<b>Brahim Hilami</b> , Centrale Générale CG FGTB, Belgique	1 <sup>er</sup> <b>Gianni De Vlamincq</b> , Centrale Générale CG FGTB, Belgique
			2 <sup>ème</sup> <b>Alexandre Govaerts</b> , Centrale Générale CG FGTB, Belgique
		<b>Pierre Cuppens</b> , ACV-CSC BIE, Syndicat de la Construction, Industrie et Energie, Belgique	1 <sup>er</sup> <b>Patrick Vandenberghe</b> , ACV-CSC BIE, Syndicat de la Construction, Industrie et Energie, Belgique
			2 <sup>ème</sup> <b>Laetitia Baldan</b> , ACV-CSC BIE, Syndicat de la Construction, Industrie et Energie, Belgique

## MEMBRES ET SUPPLÉANTS DU CONSEIL MONDIAL DE L'IBB

Groupe	Pays	Membres	Suppléants(s)
3	Allemagne	<b>Robert Feiger</b> , Syndicat de la construction, du bois et de l'environnement (IG BAU), Allemagne	1 <sup>er</sup> <b>Nicole Simons</b> , Syndicat de la construction, du bois et de l'environnement (IG BAU), Allemagne
			2 <sup>ème</sup> <b>Antonius Allgaier</b> , Syndicat de la construction, du bois et de l'environnement (IG BAU), Allemagne
		<b>Nicole Simons</b> , Syndicat de la construction, du bois et de l'environnement (IG BAU), Allemagne	1 <sup>er</sup> <b>Ulrike Laux</b> , Syndicat de la construction, du bois et de l'environnement (IG BAU), Allemagne
			2 <sup>ème</sup> <b>Antonius Allgaier</b> , Syndicat de la construction, du bois et de l'environnement (IG BAU), Allemagne
		<b>Wolfgang Lemb</b> , Syndicat de la métallurgie (IG Metall), Allemagne	1 <sup>er</sup> <b>Jochen Schroth</b> , Syndicat de la métallurgie (IG Metall), Allemagne
			2 <sup>ème</sup> <b>Friedhelm Ahrens</b> , Syndicat de la métallurgie (IG Metall), Allemagne
4	Autriche, Suisse	<b>Herbert Aufner</b> , Syndicat des travailleurs de la construction et du bois (GBH), Autriche	1 <sup>er</sup> <b>Christian Fölzer</b> , Syndicat des travailleurs de la construction et du bois (GBH), Autriche
			2 <sup>ème</sup> <b>Barbara Huber</b> , Syndicat des travailleurs de la construction et du bois (GBH), Autriche
		<b>Nico Lutz</b> , UNIA, Suisse	1 <sup>er</sup> <b>Bruna Campanello</b> , UNIA, Suisse
			2 <sup>ème</sup> <b>Rita Schiavi</b> , UNIA, Suisse
5	France, Italie	<b>Christian Roy</b> , Fédération Force Ouvrière Bâtiment et Travaux Publics (FO-BTP), France (2023)	1 <sup>er</sup> <b>Jean-Pascal Francois</b> , Fédération nationale des salariés de la Construction, Bois et Ameublement (FNSCBA-CGT), France (2023)
			2 <sup>ème</sup> <b>Jean-Marc Candille</b> , Fédération nationale des salariés de la construction et du bois (FNCB-CFDT), France (2023)
		<b>Jean-Pascal Francois</b> , Fédération nationale des salariés de la Construction, Bois et Ameublement (FNSCBA-CGT), France (2024-2025)	1 <sup>er</sup> <b>Jean-Marc Candille</b> , Fédération nationale des salariés de la construction et du bois (FNCB-CFDT), France (2023)
			2 <sup>ème</sup> <b>Christian Roy</b> , Fédération Force Ouvrière Bâtiment et Travaux Publics (FO-BTP), France (2024-2025)
		<b>Jean-Marc Candille</b> , Fédération nationale des salariés de la construction et du bois (FNCB-CFDT), France (2026)	1 <sup>er</sup> <b>Christian Roy</b> , Fédération Force Ouvrière Bâtiment et Travaux Publics (FO-BTP), France (2024-2025)
			2 <sup>ème</sup> <b>Jean-Pascal Francois</b> , Fédération nationale des salariés de la Construction, Bois et Ameublement (FNSCBA-CGT), France (2026)
		<b>Andrea Merli</b> , Fédération des travailleurs du bâtiment, du bois et des industries connexes (FENEAL-UIL), Italie (2023-2024)	1 <sup>er</sup> <b>Marco Benati</b> , Fédération du bois, Travailleurs du bâtiment et des industries connexes (FILLEA-CGIL), Italie (2023-2024)
<b>Marco Benati</b> , Fédération du bois, Bâtiment et les travailleurs de l'industrie connexe (FILLEA-CGIL), Italie (2025-2026)	2 <sup>ème</sup> <b>Claudio Sottile</b> , Fédération des Travailleurs de la construction et secteurs connexes (FILCA-CISL), Italie		



## MEMBRES ET SUPPLÉANTS DU CONSEIL MONDIAL DE L'IBB

Groupe	Pays	Membres	Suppléants(s)
6	Espagne, Portugal	<b>Pedro Luis Hojas Cancho</b> , UGT FICA, Espagne (2023-2024)	<b>1<sup>er</sup> Sonia Silva Segovia</b> , CCOO del Habitat, Espagne (2023-2024)
		<b>Daniel Barragán Burgui</b> , CCOO del Hábitat, Espagne (2025-2026)	<b>2<sup>ème</sup> Sergio Estela Gallego</b> , UGT FICA, Espagne (2025-2026)
7	Royaume-Uni, Irlande	<b>Gail Cartmail</b> , Unite the Union Construction division, Royaume-Uni	<b>1<sup>er</sup> Paul Mooney</b> , Unite the Union Construction division, Royaume-Uni
			<b>2<sup>ème</sup> Teresa Hannick</b> , SIPTU, Irlande
		<b>Samantha Jones</b> , Unite the Union Construction division, Royaume-Uni (2023-2024)	<b>1<sup>er</sup> James McCabe</b> , Unite the Union Construction division, Royaume-Uni
		<b>Tracey Whittle</b> , Unite the Union Construction division, Royaume-Uni (2025-2026)	<b>2<sup>ème</sup> John Regan</b> , SIPTU, République d'Irlande
8	République tchèque, Estonie, Hongrie, Lettonie, Lituanie, Pologne, Slovaquie	<b>Anete Kice</b> , Syndicat du bois de Lettonie (LMNA), Lettonie	<b>1<sup>er</sup> Piotr Nalewajek</b> , Syndicat des travailleurs du Bâtiment et bois « Budowlani », Pologne
			<b>2<sup>ème</sup> Gyula Pallagy</b> , Fédération des Travailleurs du bâtiment, de l'industrie du bois et des matériaux de construction (ÉFÉDOSZSZ), Hongrie
9	Bulgarie, Roumanie	<b>Gheorghe Bălăceanu</b> , Fédération syndicale Générale (FGS Familia), Roumanie (2023-2024)	<b>1<sup>er</sup> Yordan Yordanov</b> , FCIW-Podkrepa, Bulgaria (2023 -2024)
		<b>Yordan Yordanov</b> , FCIW-Podkrepa, Bulgarie (2025 -2026)	<b>Gheorghe Bălăceanu</b> , General Union Federation (FGS Familia), Romania (2025-2026)
			<b>2<sup>ème</sup> Ramona Mercedes Veleanu</b> , General Union Federation (FGS Familia), Romania (2023-2024)
		<b>Plamena Parteniotis</b> , Federation Construction, Industry and Water Supply (FCIW-Podkrepa), Romania (2025-2026)	
10	Albanie, Bosnie-Herzégovine, Croatie, Nord Macédoine, Serbie, Monténégro, Slovaquie	<b>Domagoj Ferdebar</b> , Syndicat de l'industrie de la construction (SGH), Croatie (2023-2024)	<b>1<sup>er</sup> Lejla Ćatić</b> , Syndicat indépendant de la sylviculture, transformation du bois et papier en Bosnie et Herzégovine (SSŠPDPBIH), Bosnie Herzégovine (2023-2024)
		<b>Lejla Ćatić</b> , Syndicat indépendant de la sylviculture, transformation du bois et papier en Bosnie et Herzégovine (SSŠPDPBIH), Bosnie-Herzégovine (2025-2026)	<b>Domagoj Ferdebar</b> , Syndicat de l'industrie de la construction (SGH), Croatie (2025-2026)
			<b>2<sup>ème</sup> Miljana Županjac</b> , Syndicat autonome des travailleurs de la sylviculture et du bois SSŠPD, Serbie (2023-2024)
		<b>Ivan Peshevski</b> , Syndicat de l'Ingénierie civile, de l'industrie et de la planification (SGIP), Macédoine du Nord (2025-2026)	
11	Azerbaïdjan, Géorgie, Kazakhstan, Kirghizistan, Ouzbékistan, Ukraine, Fédération Russe, Tadjikistan et Moldavie	<b>Vasyl Andreyev</b> , Syndicat des travailleurs de la Construction et de l'industrie des matériaux de construction d'Ukraine (PROFBUD), Ukraine	<b>1<sup>er</sup> Victor Talmaci</b> , Fédération de la construction et matériaux de construction « SINDICONS » de la République de Moldavie
			<b>2<sup>ème</sup> Marina Kurtanidze</b> , Syndicat de la construction et des forestiers indépendants (GCFITU), Géorgie

## MEMBRES ET SUPPLÉANTS DU CONSEIL MONDIAL DE L'IBB

Groupe	Pays	Membres	Suppléants(s)
12	Chypre, Grèce, Israël, Malte, Turquie	<b>Ramazan Agar</b> , Syndicat des travaux publics, de la construction et du bâtiment (YOL-IS), Turquie	1 <sup>er</sup> <b>Itzhak Moyal</b> , Syndicat national des travailleurs de la construction et du bois - HISTADRUT, Israël
			2 <sup>ème</sup> <b>Stelios Tsiapoutis</b> , Fédération des Travailleurs de la construction et des mines (SEK), Chypre
13	Canada, États-Unis	<b>Robert Walls</b> , Association Internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (IAMAW), États-Unis	1 <sup>er</sup> <b>Jeff Bromley</b> , Syndicat de la métallurgie -Canada (USW-Canada), Canada
			2 <sup>ème</sup> <b>Vacant</b>
		<b>James Williams Jr.</b> , Syndicat international des peintres et métiers connexes (IUPAT), États-Unis	1 <sup>er</sup> <b>Ryan Kekeris</b> , Syndicat international des peintres et métiers connexes (IUPAT), États-Unis
			2 <sup>ème</sup> <b>Chris Rootes</b> , Association internationale des travailleurs sur les ponts, structures et feronniers, États-Unis
14	Bénin, Burkina Faso, Cameroun, République Centrafricaine, Tchad, Gabon, Guinée, Côte d'Ivoire, Mali, Niger, Sénégal, Togo, République démocratique du Congo	<b>Diarraf Ndao</b> , Syndicat national des travailleurs de la construction (SNCT/ BTP), Sénégal	1 <sup>er</sup> <b>Brahima Diomandé</b> , Syndicat national des employés (SYNASODEFOR), Côte d'Ivoire
			2 <sup>ème</sup> <b>Odette Bomans Talewa</b> , Fédération nationale des travailleurs du bâtiment et du bois (FNTBB), République démocratique du Congo
15	Ghana, Libéria, Nigéria, Sierra Leone	<b>Stephen Igho Okoro</b> , Syndicat national des travailleurs du génie civil, de la construction, de l'ameublement et du bois (NUCECFWW), Nigéria	1 <sup>er</sup> <b>Michael Adumatta Nyantakyi</b> , Syndicat des travailleurs du service public de la GTUC (PUWU), Ghana
			2 <sup>ème</sup> <b>Adeyemo Ayodeji Temidayo</b> , Association des cadres de la Construction et du génie civil (CCESSA), Nigéria
16	Angola, Lesotho, Malawi, Maurice, Mozambique, Namibie, Swaziland, Afrique du Sud, Zambie, Zimbabwe	<b>Justina Jonas Emvula</b> , Syndicat des travailleurs du métal et industries connexes (MANWU), Namibie	1 <sup>er</sup> <b>Mohamad Reeaz Chuttoo</b> , Syndicat des employés de la construction, de la métallurgie, des industries du bois et connexes (CMWEU), Maurice
			2 <sup>ème</sup> <b>Jeremias Duzenta Timana</b> , Syndicat national des travailleurs de la construction civile, du bois et des industries minières (SINTICIM), Mozambique
17	Éthiopie, Kenya, Ouganda, Rwanda, Tanzanie	<b>Oloka Mesilamu</b> , Syndicat des travailleurs du Bâtiment, de la Construction, du Génie civil, du Ciment et des industries connexes (UBCCECAWU), Ouganda	1 <sup>er</sup> <b>Rajabu Wellington Mwondi</b> , Syndicat keynian de l'imprimerie, de l'édition, de la fabrication de papier et des industries connexes (KUPRIPUPA), Kenya
			2 <sup>ème</sup> <b>Boniface Yohana Nkakatsi</b> , Syndicat des travailleurs tanzaniens de l'industrie et du commerce (TUICO), Tanzanie
18	Algérie, Egypte, Mauritanie, Maroc, Tunisie	<b>Abdelmonem Ibrahim Mohamed Elgamal</b> , Syndicat général des travailleurs de la construction et des industries du bois (GTUBWW), Égypte	1 <sup>er</sup> <b>Taieb Bahri</b> , Fédération du bâtiment et bois (FGBB / UGTT), Tunisie
			2 <sup>ème</sup> <b>Ahmed Bahanniss</b> , Syndicat national des travailleurs du bâtiment et du bois (SNTBB-UTM), Maroc
19	Bahreïn, Irak, Jordanie, Koweït, Liban, Palestine, Yémen, Irak, Kurdistan	<b>Antoun Antoun</b> , Fédération générale du bâtiment, Syndicats de la construction du Liban (GFBCU), Liban	1 <sup>er</sup> <b>Mahmoud Salem Abbas Al-Hiyari</b> , Syndicat général des travailleurs de la construction en Jordanie (GTUCW), Jordanie
			2 <sup>ème</sup> <b>Anwar Al Azemi</b> , Syndicat du Ministère des Travaux publics (SMPWK), Koweït

## MEMBRES ET SUPPLÉANTS DU CONSEIL MONDIAL DE L'IBB

Groupe	Pays	Membres	Suppléants(s)
20	Hong-Kong, Japon, Mongolie, Taïwan, Corée du Sud	<b>Yasushi Nakamura</b> , Sinrin Roren – Fédération japonaise des travailleurs de la sylviculture et du bois, Japon	1 <sup>er</sup> <b>Oki Gi Jang</b> , Fédération coréenne de Syndicats de l'industrie de la construction (KFCITU), Corée
			2 <sup>ème</sup> Syndicat général des travailleurs des chantiers de la construction (CSGWU)
21	Cambodge, Indonésie, Malaisie, Myanmar, Philippines, Singapour, Thaïlande, Timor-Leste, Vietnam	<b>Engrit Liaw</b> , Syndicat des employés de Sabah dans l'industrie du bois (STIEU), Malaisie	1 <sup>er</sup> <b>Jane Vargas</b> , Syndicat national des travailleurs du bâtiment et de la construction (NUBCW), Philippines
			2 <sup>ème</sup> <b>Husain Mohammad Maulana</b> , Fédération indonésienne des syndicats populaires (SERBUK), Indonésie
22	Bangladesh, Inde, Népal, Pakistan, Sri Lanka	<b>Rama Chandra Khuntia</b> , Fédération nationale des travailleurs du bâtiment et du bois (INFBWW), Inde	1 <sup>er</sup> <b>Smritee Lama</b> , Syndicats des peintres, plombiers, électriciens et des travailleurs dans la construction (CUPPEC), Népal
			2 <sup>ème</sup> <b>Muhammad Aslam Adil</b> , Fédération des travailleurs du bâtiment et du bois, (PFBWW), Pakistan
23	Fidji, Nouvelle-Zélande, Papouasie Nouvelle Guinée, Iles Salomon	<b>Louisa Jones</b> , First Union, Nouvelle-Zélande	1 <sup>er</sup> <b>John Alexander</b> , Syndicat des travailleurs de l'énergie, de la construction et du bois au Fidji (CETWUF), Fidji
			2 <sup>ème</sup> <b>Vacant</b> , (Syndicat de l'ingénierie, l'imprimerie et de la fabrication Etu), Nouvelle-Zélande
24	Australie	<b>Dave Noonan</b> , Division Générale et Construction (CFMEU), Australie	1 <sup>er</sup> <b>Michael Wright</b> , Syndicat des métiers de l'électricité (ETU), Australie
			2 <sup>ème</sup> <b>Andrew Sutherland</b> , Division Générale et Construction (CFMEU), Australie
25	Bolivie, Colombie, Ecuador, Pérou, Venezuela	<b>Hoover Delgado Hurtado</b> , Fédération équatorienne des opérateurs et mécaniciens d'équipement routier (FEDESOME), Équateur	1 <sup>er</sup> <b>José Lopez Posada</b> , Association colombienne des travailleurs de la construction, des matériaux de construction et du bois (Intergremial-SINTRAETEX), Colombie
			2 <sup>ème</sup> <b>Luis Gilvonio Alegria</b> , Fédération nationale des travailleurs du ciment et des prémélangés du Pérou (FETRACEPPE), Pérou
26	Argentine, Chile, Paraguay	<b>Gerardo Martinez</b> , Syndicat des travailleurs de la construction de la République d'Argentine (UOCRA), Argentine	1 <sup>er</sup> <b>Jorge Gornatti</b> , Association des syndicats de l'industrie du bois en République Argentine (USIMRA), Argentine
			2 <sup>ème</sup> <b>Roberto Burgos</b> , FETRAMAS (STMM), Chili
27	Brazil	<b>Denilson Pestana</b> , Fédération des travailleurs de la construction et de l'ameublement en bois de l'État du Parana (FETRACONSPAR), Brésil (2023-2024)	1 <sup>er</sup> <b>Adalberto Galvao</b> , Syndicat des travailleurs des industries de la construction de l'État de Bahia (SINTEPAV BA), Brésil
		<b>Raimundo Ribeiro Santos Filho</b> , Syndicat des travailleurs dans la construction de routes et des travaux publics et privés de l'État du Parana (SINTRAPAV PR), Brésil, (2025-2026)	2 <sup>ème</sup> <b>Gelson Santana</b> , Syndicat des travailleurs des industries de la construction civile de Porto Alegre (STICC POA), Brésil
28	Costa Rica, El Salvador, Guatemala, Honduras, Mexico, Panama, Nicaragua	<b>Napoleon Gomez Urrutia</b> , Confédération internationale du travail (CIT), Mexique	1 <sup>er</sup> <b>Jaime Caballero</b> , Syndicat national des travailleurs de l'industrie de la construction (SUNTRACS), Panama
			2 <sup>ème</sup> <b>Julio Diaz</b> , Syndicat national de la construction et des services du Guatemala (SINCS-G), Guatemala

## MEMBRES ET SUPPLÉANTS DU CONSEIL MONDIAL DE L'IBB

Groupe	Pays	Membres	Suppléants(s)
29	Barbade, Bermudes, Curaçao, République Dominicaine, Guyane, Haïti, Jamaïque, Suriname, Bahamas, Belize, Guyane française, Cuba, Puerto Rico, Sainte-Lucie, Trinité et Tobago	<b>Richenel Ilario</b> , SEBI Sindikato di Empleadonan den Bibienda, Curaçao (2023-2024)  <b>Pedro Julio Alcantra</b> , Fédération nationale des travailleurs dans la construction, bois et industries de matériaux de construction (FENTICOMMC), République dominicaine (2025- 2026)	<b>1<sup>er</sup></b> <b>Collin Virgo</b> , Syndicat BITU Bustamante Industrial, Jamaïque (2023 -2024)  <b>Renee Jones</b> , Syndicat industriel des Bermudes (BIU), Bermudes (2025-2026)
			<b>2<sup>ème</sup></b> <b>Renee Jones</b> , Syndicat industriel des Bermudes (BIU), Bermudes (2023-2024)  <b>Collin Virgo</b> , Syndicat BITU Bustamante Industrial, Jamaïque (2025 -2026)

## COMITÉ INTERNATIONAL DES FEMMES

Nom et surnom	Position	Syndicat / Pays
<b>Marta Pujadas</b>	Présidente	Syndicat des travailleurs de la construction de la République d'Argentine (UOCRA), Argentine
<b>Fozert Mugabe</b>	1 <sup>er</sup> Vice-présidente	Syndicat des travailleurs de la construction et des métiers connexes du Zimbabwe (ZCATWU), Zimbabwe
<b>Phyo Sandar Soe</b>	2 <sup>e</sup> Vice-présidente	Fédération des travailleurs du bâtiment et du bois du Myanmar (BWF), Myanmar

## Afrique, Moyen-Orient et Afrique du Nord

<b>Fozert Mugabe</b>	Présidente	Syndicat des travailleurs de la construction et des métiers connexes du Zimbabwe (ZCATWU), Zimbabwe
<b>Odette Bomans Talewa</b>	1 <sup>er</sup> Vice-présidente	Fédération nationale des travailleurs du bâtiment et du bois (FNTBB), République démocratique du Congo
<b>Amel Mannai</b>	2 <sup>e</sup> Vice-présidente	Fédération de la Construction et du Bois (FGBB/UGTT), Tunisie

## Asie et Pacifique

<b>Phyo Sandar Soe</b>	Présidente	Fédération des travailleurs du bâtiment et du bois du Myanmar (BWF), Myanmar
<b>Smritee Lama</b>	1 <sup>er</sup> Vice-présidente	Syndicats des peintres, plombiers, électriciens et des travailleurs dans la construction (CUPPEC), Népal
<b>Lisa Zanatta</b>	2 <sup>e</sup> Vice-présidente	Division Générale et Construction (CFMEU), Australie

## Europe

<b>Josefine Krantz</b>	Présidente	Syndicat des peintres suédois (Malareförbundet), Suède, Europe
------------------------	------------	--

## Amérique latine et Caraïbes

<b>Marta Pujadas</b>	Présidente	Syndicat des travailleurs de la construction de la République d'Argentine (UOCRA), Argentine
<b>Fabiana Santos</b>	1 <sup>er</sup> Vice-présidente	Fédération nationale des travailleurs dans la construction, bois et industries de matériaux de construction (FENTICOMMC), République dominicaine
<b>Lucille Alberto</b>	2 <sup>e</sup> Vice-présidente	SEBI Sindikato di Empleadonan den Bibienda, Curaçao

## Amérique du Nord

<b>Dora Cervantes</b>	Présidente	Association Internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (IAMAW), Etats-Unis, Amérique du Nord
-----------------------	------------	--

**COMITÉ INTERNATIONAL DES JEUNES**

Nom et surnom	Position	Syndicat / Pays
<b>Laurence Akayezu</b>	Président	Syndicat des Travailleurs de l'Entreprise du Bâtiment et de la Menuiserie (STECOMA), Rwanda, Afrique et Moyen-Orient
<b>Elieser Cordoba</b>	1 <sup>er</sup> Vice-président	Syndicat national des travailleurs de l'industrie de la construction (SUNTRACS), Panama, l'Amérique latine
<b>Ryan Kekeris</b>	2 <sup>e</sup> Vice-président	Syndicat international des peintres et métiers connexes (IUPAT), États-Unis
<b>Afrique, Moyen-Orient et Afrique du Nord</b>		
<b>Laurence Akayezu</b>	Président	Syndicat des Travailleurs de l'Entreprise du Bâtiment et de la Menuiserie (STECOMA), Rwanda, Afrique et Moyen-Orient
<b>Osei Poku Afriyie</b>	1 <sup>er</sup> Vice-président	GTUC Timber and Timber Workers Union (TWU), Ghana
<b>Ali Ahmed Ebrahim</b>	2 <sup>e</sup> Vice-président	Fédération Générale des syndicats de Bahreïn (GFBTU)
<b>Asie et Pacifique</b>		
<b>Chhlonh Sou</b>	Président	Fédération des syndicats des travailleurs du bâtiment et du bois du Cambodge (BWTUC), Cambodge
<b>Europe</b>		
<b>Jakob Wagner</b>	Président	Syndicat des travailleurs du bâtiment (BYGGNADS), Suède, Europe
<b>Daniela Miloska</b>	1 <sup>o</sup> Vicepresidente	Syndicat de l'Ingénierie civile, de l'industrie et de la planification (SGIP), Macédoine du Nord
<b>Amérique latine et Caraïbes</b>		
<b>Elieser Cordoba</b>	Président	Syndicat national des travailleurs de l'industrie de la construction (SUNTRACS), Panama
<b>Luis Fernando Lopez</b>	1 <sup>er</sup> Vice-président	Association colombienne des travailleurs de la construction, des matériaux de construction et du bois (Intergremial-SINTRAETEX), Colombie
<b>Jose Luis Lopez</b>	2 <sup>e</sup> Vice-président	Syndicat des travailleurs de la construction de la République d'Argentine (UOCRA), Argentine
<b>Amérique du Nord</b>		
<b>Ryan Kekeris</b>	Président	Syndicat international des peintres et métiers connexes (IUPAT), États-Unis

**REPRÉSENTANTS RÉGIONAUX DE L'IBB**

<b>Nilton Freitas</b> l'Amérique latine et les Caraïbes	<b>Crecentia Mofokeng</b> Afrique et Moyen-Orient	<b>Apolinar Tolentino</b> Asie et Pacifique	<b>Coen van der Veer</b> Europe
--	--	--	------------------------------------

COMITÉ DES AUDITEURS		
Nom et surnom	Syndicat	Pays
Hege Espe	Fellesforbundet	Norvège
Fatimah Mohammad	UFES	Malaisie
Josef Muchitsch	GBH	Autriche
Michael von Felten	UNIA	Suisse

COMITÉ INTERNATIONAL DES JEUNES		
Nom et surnom	Position	Syndicat / Pays
Laurence Akayezu	Président	Syndicat des Travailleurs de l'Entreprise du Bâtiment et de la Menuiserie (STECOMA), Rwanda, Afrique et Moyen-Orient
Eliaser Cordoba	1 <sup>er</sup> Vice-président	Syndicat national des travailleurs de l'industrie de la construction (SUNTRACS), Panama, l'Amérique latine
Ryan Kekeris	2 <sup>e</sup> Vice-président	Syndicat international des peintres et métiers connexes (IUPAT), États-Unis, Amérique du Nord
Laurence Akayezu	Membre	Trade Union of Workers Company in Construction and Carpentry STECOMA, Rwanda, Afrique et Moyen-Orient
Chhlonh SOU		Fédération des syndicats des travailleurs du bâtiment et du bois du Cambodge (BWTUC), Cambodge, Asie-Pacifique
Jakob Wagner		Syndicat des travailleurs du bâtiment (BYGGNADS), Suède, Europe

COMITÉ INTERNATIONAL DES FEMMES		
Nom et surnom	Position	Syndicat / Pays
Marta Pujadas	Présidente	Syndicat des travailleurs de la construction de la République d'Argentine (UOCRA), Argentine
Fozert Mugabe	1 <sup>er</sup> Vice-présidente	Syndicat des travailleurs de la construction et des métiers connexes du Zimbabwe (ZCATWU), Zimbabwe
Phyo Sandar Soe	2 <sup>e</sup> Vice-présidente	Fédération des travailleurs du bâtiment et du bois du Myanmar (BWF), Myanmar
Josefine Krantz	Membre	Syndicat des peintres suédois (Malareförbundet), Suède, Europe
Dora Cervantes		Association Internationale des machinistes et des travailleurs de l'aérospatiale (IAMAW), États-Unis, Amérique du Nord

# Cérémonie de remise des pins

Les épinglettes en or sont une reconnaissance pour les contributions exceptionnelles des syndicalistes qui ne travaillent plus avec l'IBB ou qui ne travailleront plus sous peu. On a projeté une vidéo des

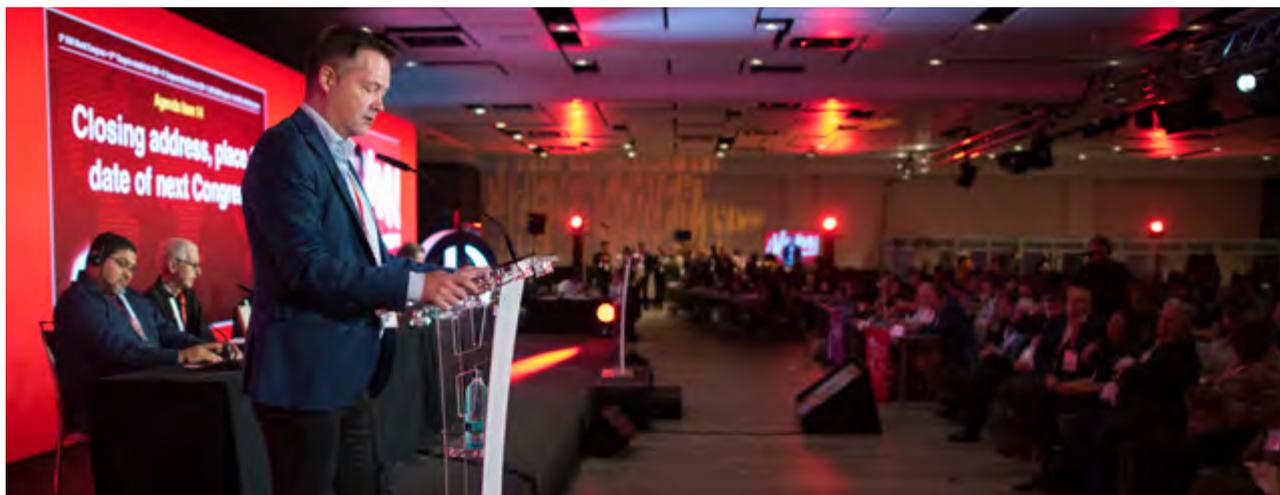
dirigeants de l'IBB qui ont reçu des épinglettes d'or à titre posthume en reconnaissance de leurs contributions exceptionnelles au mouvement syndical et pour célébrer leur vie, leur travail et leur héritage.

- **Steinar Krogstog**, auditeur de l'IBB, FF – Fellesforbundet, Fédération norvégienne des syndicats unis, Norvège (2013-2022)
- **Rita Schiavi**, Comité international des femmes, Présidente, Unia, Suisse (2018-2022)
- **Jorgen Juul Rasmussen**, DEF, Danemark
- **Mercedes Landolfi**, Comité international des femmes, Membre suppléante, FILLEA-CGIL - Fédération italienne des travailleurs du bois, du bâtiment et des industries connexes, Italie (2018-2022) – absente
- **Fiona Murie**, Personnel de l'IBB, Suisse
- **Mike Rose**, vice-président régional de l'IBB pour l'Amérique du Nord, IAMAW, États-Unis (2018-2022) en ligne
- **Piet Matosa**, président adjoint de l'IBB, NUM, Afrique du Sud (2017-2018)
- **Pius Quianoo**, membre du groupe de travail ad hoc de la multinationale chinoise de l'IBB et membre du Conseil mondial, CBMWU - Syndicat des travailleurs de la construction et des matériaux de construction CBMWU, Ghana (2016- 2018)
- **Edna Opoake**, Présidente du Comité international des femmes PUWU – Syndicat des travailleurs des services publics, Ghana (2013-2017)
- **Hassan Chebil**, Secrétaire général, Fédération FGBB / UGTT du bâtiment et du bois, Tunisie Shoichi Hachino (UA Zensen, Japon).

- **Otoniel Ramirez** (SUTIMAC, Colombie); 21 juin 2019
- **Fredy Jara** (IBB, BAC); 8 novembre 2019
- **Augustin Reynoso Mayi** (FENTICOMMC, République dominicaine); 21 janvier 2020
- **Jin Sook Lee** (IBB, Suisse); 7 avril 2020
- **Babatunde Liadi** (NUCECFWW, Nigéria); 13 juin 2020
- **Talel Soleiman Ismail** (FSCM CUT, Brésil); 3 février 2021
- **Henry Arevalo Lozano** (FENATIMAP, Pérou); 20 avril 2021
- **Roosevelt Silva** (FETRACOMA, Chili); 18 mai 2021
- **Pedro Machado Areco** (SINTRAICGMAParaguay); 13 juin 2021
- **Roel de Vries** (FITBB, Suisse); 8 août 2021
- **Nor Azlan Yaacob** (TEUPM, Malaisie); 2 octobre 2021
- **Tevfik Ozcelik** (Turquie); 31 octobre 2021
- **Carlos Roberto Salguero** (SINCS-G, Guatemala); 5 janvier 2022
- **Zeljko Kalauz** (Union forestière, Croatie); 27 mai 2022
- **Domenico Presenti** (FILCA-CSIL, Italie) ; 1er juin 2022
- **Tony Asper** (FFW, Philippines); 21 août 2022



# Clôture du président



Le Congrès a été officiellement clôturé par Per-Olof Sjö, Président de l'IBB : « La prochaine période du Congrès présente à la fois des défis et des opportunités. Il y a eu un changement dans l'équilibre des pouvoirs et les gouvernements ont pris l'habitude de prendre l'exemple des entreprises plutôt que l'inverse. » Bien que les dirigeants mondiaux aient convenu de réduire les émissions mondiales de carbone, il doit y avoir un consensus avec les gouvernements qui prennent les devants en engageant les deux partenaires sociaux. L'approche de l'IBB en matière de justice climatique visera à modifier l'équilibre du pouvoir en faveur des travailleurs, car elle inclut également la justice sociale.

Dans la construction, afin de réduire les émissions, de nouvelles méthodes et de nouveaux matériaux seront nécessaires pour produire des bâtiments écologiques et il faudra garantir des travailleurs formés et des emplois sûrs. Il ouvrira également des opportunités pour les femmes et les jeunes. Dans le secteur forestier, la déforestation est le résultat du pouvoir excessif des entreprises et de la corruption. Encore une fois, il faut modifier l'équilibre des pouvoirs afin de garantir l'exercice effectif des droits d'organisation et de négociation ainsi que le développement de syndicats forts et inclusifs.

Les secteurs de l'IBB sont parmi les secteurs les plus dangereux. Les syndicats demeurent la meilleure garantie d'un milieu de travail sain et sûr. L'IBB reconnaît que la santé mentale, la violence et le harcèlement sont également des problèmes de santé au travail. En réponse à l'économie mondialisée, les syndicats doivent également travailler à l'échelle mondiale, en utilisant les mécanismes d'investissement, les réglementations en matière de marchés publics et les normes environnementales et sociales des institutions financières internationales et régionales.

En conséquence, les multinationales peuvent être plus disposées à négocier des ACI.

L'IBB préconise un avenir du travail centré sur l'humain qui peut contribuer à l'élimination des inégalités et de la discrimination. Après la pandémie, les syndicats ont un rôle à jouer dans le rétablissement et la construction d'un sentiment de communauté et de confiance. En travaillant ensemble, il est possible de modifier l'équilibre des pouvoirs et de mondialiser la justice sociale.

## Lieu et date du prochain Congrès

Le 6e Congrès mondial se tiendra au Brésil en 2026.

Le Congrès de l'IBB s'est conclu avec la puissante interprétation de « Bella Ciao ! » par le groupe de jeunes de l'IBB.



## Dîner du congrès

Les délégués ont apprécié les tapas en regardant les belles robes typiques et colorées du spectacle de flamenco.

# Annexe: Résumé des Résolutions

Resolutions	Principales actions opérationnelles :
<p><b>1. Élaboration de programmes de santé mentale et renforcement des capacités dans les syndicats</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Inclure la santé mentale et le bien-être dans tous les comités spéciaux existants de l'IBB.</li> <li>▶ Reconnaissance et adoption de journées de sensibilisation à la santé mentale reconnues à l'échelle internationale (c.-à-d. Mai : mois de la sensibilisation à la santé mentale; 10 octobre Journée mondiale de la santé mentale...). Donner la priorité aux campagnes et activités nationales et régionales à des dates clés au niveau international.</li> <li>▶ Allouer les ressources nécessaires à la mise en œuvre efficace des activités sur la santé mentale et les campagnes, en plus de fournir un soutien aux campagnes et aux CCT.</li> <li>▶ Adoption d'un plan de travail décrivant les activités relatives à la santé mentale aux niveaux national et régional.</li> </ul>
<p><b>2. Pousser les gouvernements et les employeurs à formuler des politiques en matière de catastrophes naturelles pour protéger les travailleurs</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Faire pression sur les gouvernements et les organisations d'employeurs afin qu'ils formulent des politiques en matière de catastrophes naturelles afin de protéger les travailleurs contre perte d'emploi, de salaire et d'autres prestations de protection sociale.</li> </ul>
<p><b>3. Protection sociale des travailleurs du secteur du bois et de la sylviculture</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Renforcer la résilience aux chocs futurs comme les pandémies et les catastrophes, en particulier des jeunes et des travailleuses, en renforçant leurs compétences en matière de production de moyens de subsistance grâce à la formation professionnelle, à l'orientation professionnelle, à l'entrepreneuriat et à la formation aux compétences de la vie courante.</li> <li>▶ Promouvoir des stratégies de chaînes d'approvisionnement plus résilientes qui contribuent à la réalisation des piliers / programme de travail décent afin que les conditions de travail et de vie des travailleurs du bois et de la sylviculture s'améliorent.</li> <li>▶ Renforcer les comités locaux et régionaux de jeunes qui alimenteront le comité international des jeunes.</li> </ul>
<p><b>4. Réaffirmer les zones de conflit</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Donner la priorité à la santé et à la sécurité des travailleurs et exhorter l'IBB à aider les plus touchés et à intensifier les campagnes en faveur des réfugiés et des migrants dans les pays identifiés, y compris lors des réunions de l'OIT, des Nations Unies et d'autres organisations mondiales.</li> <li>▶ Sur l'union des blocs régionaux et les Nations Unies pour trouver une paix éternelle aux nombreux défis sur le terrorisme et les conflits.</li> </ul>

Resolutions	Principales actions opérationnelles :
<b>5. Engager et organiser les entreprises chinoises</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Habilitier les délégués syndicaux, les organisateurs et les responsables syndicaux sur les nouvelles façons de s'organiser.</li> <li>▶ Habilitier les délégués syndicaux et les organisateurs à utiliser la SST comme outil de recrutement.</li> <li>▶ Accroître les efforts de signature d'un accord-cadre international (ACI) avec une multinationale chinoise afin d'avoir un point de départ pour dialoguer avec les employeurs chinois.</li> <li>▶ Utiliser les CCT nationales/sectorielles comme point de départ pour faire respecter les lois nationales.</li> <li>▶ Réseautage - Échange d'expériences sur l'organisation et le recrutement de travailleurs dans les multinationales chinoises.</li> <li>▶ Les syndicats doivent intensifier leurs efforts de syndicalisation dans les entreprises chinoises et veiller à ce que leurs membres et même les travailleurs chinois soient suffisamment sensibilisés pour prendre des mesures lorsque leurs droits d'adhérer à un syndicat et à la négociation collective sont violés.</li> <li>▶ Documenter systématiquement les preuves de violations des droits du travail et de mauvaises pratiques de travail dans les entreprises chinoises pour les utiliser comme preuve dans les campagnes nationales et mondiales</li> <li>▶ Appel à une campagne mondiale contre le comportement des entreprises chinoises</li> </ul>
<b>6. Les entreprises multinationales et le protectionnisme</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ L'IBB et ses affiliés font pression pour la signature d'accords-cadres internationaux (ACI) avec les multinationales et protègent les travailleurs contre leurs violations</li> <li>▶ L'IBB et ses affiliés s'engagent auprès des organismes sous-régionaux et veillent à ce que les travailleurs bénéficient des matériaux et des ressources dans la région</li> </ul>
<b>7. Contre le blocus de Cuba</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Appeler toutes les organisations affiliées à l'IBB à se prononcer contre les sanctions économiques et le bloc commercial international de la République de Cuba.</li> <li>▶ Rejoignez les campagnes, projets et actions entrepris pour promouvoir la cessation de ces actions internationales qui menacent la souveraineté de la République de Cuba.</li> <li>▶ Condamner avec ferveur le blocus et les sanctions économiques contre la République de Cuba, son peuple et ses travailleurs.</li> </ul>
<b>8. Pour la défense de la démocratie en Amérique latine et dans les Caraïbes</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Appeler toutes les organisations affiliées à l'IBB dans le monde à défendre les démocraties véritablement participatives et dirigeantes qui ont émergé à la suite des luttes historiques des peuples pour la justice sociale, économique et politique.</li> <li>▶ Surveiller en permanence l'évolution des droits politiques des peuples conformément à l'intérêt commun et collectif suprême; et</li> <li>▶ Dénoncer dans tous les espaces, nationaux et internationaux, ouvertement et publiquement ces abus et violations afin qu'ils soient surmontés, inversés et condamnés.</li> </ul>

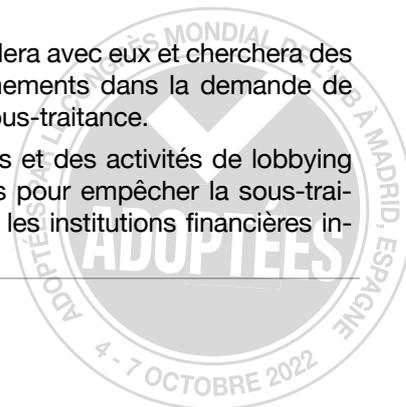


Resolutions	Principales actions opérationnelles :
<b>9. Dialogue pour renforcer la démocratie au Venezuela</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Soutenir le travail syndical des organisations vénézuéliennes.</li> <li>▶ Exhorter les organisations syndicales amies de cette cause à contribuer au renforcement de la vocation de dialogue des organisations syndicales vénézuéliennes</li> <li>▶ Générer des actions pour surveiller et suivre le travail syndical des affiliés de l'IBB au niveau international.</li> </ul>
<b>10. L'égalité des sexes en période de changement climatique</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Adopter des stratégies appelant à une transition juste englobant des plans économiques verts pour intégrer l'égalité des sexes.</li> <li>▶ En s'appuyant sur le protocole d'entente signé entre les institutions de Bretton Woods du C40, veiller à ce que les objectifs en matière d'égalité des sexes soient inclus dans les programmes de construction propre développés par ce réseau de maires de villes concernées par la crise climatique.</li> <li>▶ Veiller à ce que les cadres des syndicats, hommes et femmes, développent des connaissances et une compréhension sur la question du changement climatique, son impact dans le monde du travail, y compris les secteurs IBB et les stratégies d'atténuation.</li> </ul>
<b>11. Campagne Halte à la culture machiste – passer de l'échelle régionale à mondiale</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Sur la base des résultats du travail du réseau régional paneuropéen de campagne culturelle Halte à la culture machiste, développer une campagne dans toutes les régions de l'IBB pour la porter ensuite niveau mondial.</li> </ul>
<b>12. Autonomiser les femmes dans les métiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Développer des programmes de formation professionnelle, d'apprentissage et de certification professionnelle pour les femmes;</li> <li>▶ Adopter des stratégies de plaidoyer appelant à ce que tous les plans de relance post-COVID incluent l'égalité des sexes</li> <li>▶ Renforcer la participation des femmes à la prise de décision syndicale;</li> <li>▶ Organiser un dialogue sur les liens d'emploi post-formation pour les travailleuses qualifiées.</li> </ul>
<b>13. Résolution jeunes : Préparez-vous pour l'avenir</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Assurer la présence des jeunes au sein des structures syndicales de prise de décision et de négociation.</li> <li>▶ Initier les académies du réseau régional d'activistes de l'IBB</li> <li>▶ Lancer un programme de jeunes dirigeants</li> <li>▶ Assurer une participation accrue des jeunes aux formations et réunions des institutions de Bretton Woods en bénéficiant de structures de réunions hybrides</li> </ul>
<b>14. Diplomatie du piège de la dette et abaissement des normes du travail et de l'environnement</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Surveiller de près les investissements dans les infrastructures réalisés par les pays prêteurs tels que la Chine et d'autres institutions économiques, ainsi que les conditions de ces prêts et investissements par rapport aux normes du travail et de l'environnement;</li> <li>▶ Des efforts d'organisation à grande échelle dans les mégaprojets d'infrastructure et les sites financés par les IFI pour dénoncer les violations du droit du travail et soulever les revendications des travailleurs dans les forums appropriés aux niveaux national, régional et mondial;</li> <li>▶ Plaider et faire pression sur les gouvernements et les institutions financières afin qu'ils ne fassent pas de compromis sur les normes du travail et de l'environnement et adhèrent strictement aux normes fondamentales du travail et aux principes du travail décent</li> </ul>

Resolutions	Principales actions opérationnelles :
<b>15. Numérisation, automatisation et intelligence artificielle - l'avenir du travail</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Création d'une charte mondiale (complétée par des développements régionaux, des réglementations et des lignes directrices) avec des normes minimales sur la numérisation, l'automatisation et l'intelligence artificielle</li> <li>▶ Veiller à ce que la technologie soit introduite dans les entreprises selon une « approche ascendante »,</li> <li>▶ Utiliser le virage vers la numérisation pour mieux soutenir et organiser les travailleurs, lutter contre le dumping salarial et social, développer des concepts de réduction du temps de travail pour un meilleur équilibre vie professionnelle, gérer les registres du temps de travail et garantir des exigences plus strictes pour l'utilisation des données personnelles des employés.</li> <li>▶ Promouvoir les mesures de préservation de l'emploi</li> <li>▶ Exiger des employeurs et des gouvernements un soutien envers l'éducation, la formation et les qualifications d'accompagnement</li> <li>▶ Faciliter la création de centres d'accompagnement et de formation de qualité axés sur la digitalisation et l'automatisation</li> <li>▶ Allouer des ressources et soutenir la recherche, les études et les discussions sur la numérisation et son impact sur les travailleurs des secteurs des institutions de Bretton Woods,</li> <li>▶ Explorer l'introduction de réformes fiscales ou de prélèvements sur la valeur ajoutée et l'utilisation de tels régimes pour financer des emplois spécifiques</li> </ul>
<b>16. Protection du climat - créer et garantir de bons emplois!</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ L'IBB s'efforcera d'élargir davantage les connaissances sur l'impact du changement climatique parmi ses membres.</li> <li>▶ L'IBB apportera la connaissance sur les meilleurs exemples de travail aux discussions mondiales sur le changement climatique et fera pression pour leur mise en œuvre mondiale.</li> <li>▶ L'IBB continue de plaider en faveur de la sylviculture et de la gestion du bois durables et représente les intérêts des employés du Forest Stewardship Council (FSC) et du Programme for the Endorsement of Forest Certification (PEFC).</li> <li>▶ L'IBB plaide en faveur de règles commerciales mondiales qui garantissent que les industries énergivores restent dans des endroits où les normes de protection du climat sont élevées.</li> <li>▶ L'IBB s'engage en faveur d'un logement durable, d'une mobilité durable et de mesures de protection du climat qui tiennent également compte des considérations sociales.</li> </ul>
<b>17. Solidarité avec la lutte du peuple de Hong Kong pour défendre la liberté et la démocratie</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ L'IBB appelle le gouvernement HKSAR à respecter les normes internationales fondamentales du travail,</li> <li>▶ L'IBB s'engage à continuer à mobiliser ses affiliés, à renforcer le soutien et à exprimer sa solidarité à ceux qui ont perdu leur liberté dans la défense des droits de l'homme et de la liberté.</li> </ul>

Resolutions	Principales actions opérationnelles :
<b>18. Résolution condamnant l'étiquetage rouge, le harcèlement et l'intimidation meurtriers perpétrés par des représentants du gouvernement national et les autorités chargées de l'application de la loi aux Philippines contre des particuliers, des dirigeants syndicaux et des organisateurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Le gouvernement philippin doit immédiatement enquêter tous les cas soumis à l'OIT en 2019 et ceux présentés ultérieurement dans le cadre de l'échange virtuel organisé par l'OIT;</li> <li>▶ Le Cabinet du Président et le Ministère de la justice doivent rendre pleinement opérationnel le Comité inter institutions sur les exécutions extrajudiciaires, les disparitions forcées, la torture et autres violations graves du droit à la vie, à la liberté et à la sécurité des personnes, comme le prévoit l'ordonnance administrative no 35 de 2012 du bureau du Président, avec une représentation syndicale significative et un mandat renouvelé;</li> <li>▶ Pour que le gouvernement philippin prenne des mesures efficaces pour protéger les droits des travailleurs dans les zones économiques spéciales (ZES), tels que garantis par la loi de la République n° 7916 telle que modifiée, notamment en soulignant que toutes les lois et la jurisprudence du travail doivent être pleinement appliquées dans les ZES, en abolissant le bureau conjoint pour la paix et les préoccupations industrielles (JIPCO) sans le remplacer par des entités similaires qui restreignent l'exercice des droits du travail dans les éco zones et en y assurant la représentation des travailleurs dans leurs organes de conseils, tels que prévus à l'article 38 de la loi PEZA susmentionnée;</li> <li>▶ Appeler à l'abolition du Groupe de travail national pour mettre fin au conflit armé communiste local (NTF-ELCAC) qui est utilisé pour le marquage rouge et terroriste en général, même des syndicats et d'autres organisations syndicales.</li> </ul>
<b>19. Renforcer la coopération et la solidarité avec les réfugiés</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Rester déterminés à soutenir les réfugiés, notamment en utilisant les connaissances et les capacités disponibles localement.</li> </ul>
<b>20. Travail des enfants</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ La norme selon laquelle les enfants ne devraient pas travailler mais devraient être à l'école pour être soutenus et promus.</li> <li>▶ La ratification universelle de la convention (no 138) de l'OIT sur l'âge minimum doit être encouragée à cet égard.</li> <li>▶ Appelle les syndicats à faire pression sur les gouvernements n'ayant pas encore ratifié cette convention ou qui ont exclu de nombreux secteurs d'activités de son champ d'application.</li> </ul>
<b>21. Migrations internationales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Appelle à une collaboration, une coopération et un engagement accrus avec les états membres, le secteur privé et la société civile</li> <li>▶ Appelle les affiliés de l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB) à poursuivre et à intensifier leur implication pour permettre aux travailleurs mobiles et migrants d'exercer pleinement leurs droits sociaux, politiques, économiques et culturels.</li> <li>▶ Établir et renforcer la coopération entre et parmi les régions des institutions de Bretton Woods sous la direction du groupe de travail sur les migrations de l'IBB par le biais de projets pilotes régionaux, de groupes de travail orientés vers l'action et d'initiatives novatrices similaires afin de mettre en œuvre une formation professionnelle ou basée sur les compétences pour les migrants, entre autres, et le transit de travailleurs qualifiés.</li> </ul>

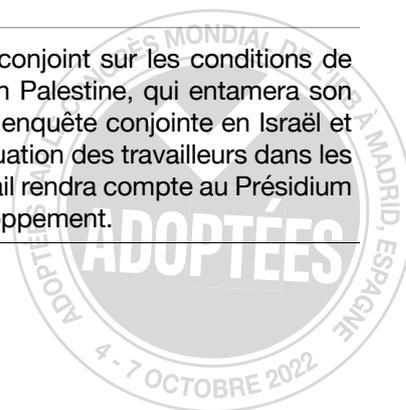
Resolutions	Principales actions opérationnelles :
<b>22. Renforcer la solidarité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Condamner toute forme d'insularité de la part des syndicats et l'adhésion à des idées d'extrême droite, racistes et xénophobes.</li> <li>▶ Renforcer la solidarité internationale et en faire une priorité pour l'Internationale des travailleurs du bâtiment et du bois (IBB).</li> <li>▶ Propose que cette priorité soit incluse dans le plan d'action de l'IBB et que la ligne budgétaire consacrée à la solidarité soit augmentée.</li> </ul>
<b>23. Les forêts : une source inestimable de biodiversité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Imposer une politique de gestion forestière régionalisée.</li> <li>▶ Appelle à la mise en œuvre de mesures qui relocalisent les opérations et les emplois en valorisant une matière première nécessaire et utile aux entreprises, aux employés et aux consommateurs.</li> <li>▶ Promouvoir une politique de gestion forestière qui assure la survie de la planète et faire de la relocalisation de cette industrie une priorité</li> <li>▶ Appelle les syndicats à faire pression sur les gouvernements afin qu'ils imposent une gestion appropriée des forêts.</li> </ul>
<b>24. Lieux de travail arcs-en-ciel : engagement en faveur de l'égalité pour les travailleurs LGBTIQ</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Participez au groupe de travail international inter-FSI qui défend les droits LGBTIQI.</li> <li>▶ Encourager les affiliés à créer des réseaux LGBTIQ sur le lieu de travail et parmi les membres du syndicat</li> <li>▶ Exprimons notre solidarité : célébrez chaque année la Journée internationale contre l'homophobie, la transphobie et la biphobie (LGBTI+ phobie) le 17 mai.</li> </ul>
<b>25. Résolution Myanmar</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Appeler le Conseil de sécurité des Nations Unies à imposer des sanctions contre l'armée</li> <li>▶ Appeler les gouvernements, l'Assemblée générale des Nations Unies et les organes compétents des Nations Unies, en particulier l'OIT, à reconnaître le gouvernement d'unité nationale du Myanmar formé par des parlementaires élus de novembre 2020,</li> <li>▶ Exiger de toutes les entreprises qui opèrent ou investissent au Myanmar de mettre fin à leurs liens commerciaux avec l'armée du Myanmar et de protéger les droits de leurs employés tout au long de la chaîne d'approvisionnement au Myanmar.</li> <li>▶ Apporter soutien et solidarité au CTUM et au mouvement syndical du Myanmar, ainsi qu'aux travailleurs et au peuple du Myanmar dans leur lutte pour retrouver la paix, la justice et la démocratie.</li> </ul>
<b>26. La sous-traitance comme régime de travail vers la désyndicalisation</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Campagne pour des possibilités d'emploi équitables, sûres et organisées</li> <li>▶ L'IBB effectuera des recherches sur la sous-traitance et présentera les résultats comme des ressources pour la création de l'opinion publique et à l'usage de ses affiliés.</li> <li>▶ L'IBB encouragera ses affiliés, travaillera avec eux et cherchera des occasions de consulter les gouvernements dans la demande de réformes des lois qui autorisent la sous-traitance.</li> <li>▶ L'IBB s'engagera dans des initiatives et des activités de lobbying auprès des institutions compétentes pour empêcher la sous-traitance dans des projets crédités par les institutions financières internationales.</li> </ul>



Resolutions	Principales actions opérationnelles :
<b>27. Engagement continu avec le Forest Stewardship Council</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Exiger que le FSC veille à ce que les responsables syndicaux aient le droit d'accès aux travailleurs dans toutes les opérations certifiées et permette aux travailleurs d'élire leurs propres représentants en matière de santé et de sécurité au travail.</li> <li>▶ Création d'un groupe de travail ad hoc qui pilotera le développement et la mise en œuvre de l'engagement avec le FSC.</li> </ul>
<b>28. Ciment Holcim</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ L'IBB et les syndicats nationaux doivent recruter massivement les travailleurs au sein du groupe Holcim au niveau mondial;</li> <li>▶ Utiliser tous les moyens à disposition pour faciliter la signature d'un accord-cadre international dans les meilleurs délais.</li> <li>▶ Appelle à la solidarité de chaque organisation affiliée à l'IBB, qu'elle soit impliquée ou non, pour se mobiliser et s'unir pour parvenir à la signature d'un accord-cadre international avec Holcim</li> </ul>
<b>29. Accords-cadres internationaux – organisation et négociation avec les multinationales</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Invite l'IBB et les syndicats nationaux à négocier des ACI;</li> <li>▶ Confirme son engagement total à renforcer les ACI existants avec les entreprises multinationales;</li> <li>▶ Établir un cadre pour la négociation des ACI;</li> <li>▶ Clarification des règles d'application et de mise en œuvre des ACI, sur la base du principe selon lequel un ACI doit être contrôlé par un réseau syndical;</li> <li>▶ Inclusion dans les ACI l'ensemble de la chaîne de valeur des entreprises multinationales.</li> </ul>
<b>30. Résolution jeunes: un marché durable et un avenir</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Mettre en place des réseaux d'activistes de l'IBB en fournissant des outils aux jeunes pour apprendre sur la requalification et la durabilité; la mise en œuvre de séances de méthodes de négociation novatrices.</li> <li>▶ Campagne sur les effets de la délocalisation, la sensibilisation à l'exploitation dans des chaînes de valeur non transparentes et complexes, et la nécessité de mettre la durabilité et de nouvelles opportunités de carrière décentes au premier plan des politiques économiques, commerciales et sociales.</li> </ul>



Urgentes	Principales actions opérationnelles :
<b>1. Lutter contre le dumping social</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Encourager tous les syndicats nationaux des pays d'origine et de destination à informer les travailleurs migrants de leurs droits et à les aider autant que possible.</li> <li>▶ Faire de la lutte contre le dumping social un impératif.</li> <li>▶ Appelle l'IBB à travailler en étroite collaboration avec la FETBB pour lutter contre le phénomène du dumping social.</li> <li>▶ Appelle aux législateurs locaux, nationaux et supranationaux : <ul style="list-style-type: none"> <li>■ pour limiter le nombre de niveaux dans la sous-traitance</li> <li>■ Introduire une responsabilité salariale conjointe du donneur d'ordre sur l'ensemble de la chaîne de sous-traitance</li> <li>■ Augmenter le nombre d'inspecteurs du travail au moins jusqu'au seuil de la C.81 de l'OIT</li> </ul> </li> </ul>
<b>2. Sécurité économique accrue des travailleurs en cas de force majeure</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Promouvoir, dans chaque pays et par l'intermédiaire de ses affiliés, la mise en place d'un filet de sécurité sociale (amélioré) au moyen d'un soutien public et privé.</li> <li>▶ Mesures de soutien, mises en œuvre à l'échelle nationale qui peuvent atténuer l'impact économique de la force majeure sur les travailleurs en tant qu'individus, par exemple en faisant tourner des équipes ou des travailleurs en cas de réduction de l'activité.</li> <li>▶ Rendre la lutte contre la crise économique absolument impérative.</li> </ul>
<b>3. Paix et reconstruction en Ukraine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Appeler à cesser immédiatement et sans condition l'agression russe en Ukraine et à retirer toutes les troupes de l'ensemble du territoire ukrainien.</li> <li>▶ Salue les contributions de solidarité au fonds de solidarité de l'IBB pour l'Ukraine et invite les syndicats à faire d'autres dons</li> <li>▶ Salue les efforts conjoints des syndicats et des employeurs pour développer des programmes de formation professionnelle sur les meilleurs exemples d'action paritaire pour fournir des travailleurs de la construction qualifiés au programme ukrainien de grande reconstruction après guerre</li> </ul>
<b>4. Solidarité avec les femmes en Iran</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ Nous appelons les gouvernements du monde à ne pas porter de foulard lors de leurs visites officielles en Iran en signe de solidarité.</li> <li>▶ Obligez les affiliés à utiliser la résolution pour les médias et les politiciens dans leur pays d'origine.</li> </ul>
<b>5. Déclaration Palestine</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>▶ L'IBB formera un groupe de travail conjoint sur les conditions de travail des travailleurs en Israël et en Palestine, qui entamera son mandat avec sa première mission d'enquête conjointe en Israël et en Palestine pour enquêter sur la situation des travailleurs dans les secteurs de l'IBB. Le groupe de travail rendra compte au Présidium de ses conclusions et de tout développement.</li> </ul>





4-7 OCTOBER 2022

PARA EL PUEBLO. POR LA PAZ. POR EL PLANETA.  
**THE PEOPLE. FOR PEACE. FOR** 5<sup>th</sup> B  
FOLKET. FÖR FREDEN. FÖR PLANETEN. POUR LES PEUPLES. PO  
FÜR DIE MENSCHEN. FÜR FRIEDEN. FÜR DEN

**Internationale des Travailleurs  
du Bâtiment et du Bois**

54, route des Acacias  
Carouge GE 1227  
Suisse

Tél.: + 41 22 827 37 77  
+ 41 22 827 37 70

Email: [info@bwint.org](mailto:info@bwint.org)  
URL: [www.bwint.org](http://www.bwint.org)



**IBB**  
Internationale des Travailleurs  
du Bâtiment et du Bois  
[www.bwint.org](http://www.bwint.org)